Vol 17 # 52 • Du 26 Juin au 2 Juillet 2024

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Biwo entegre Nasyonzini an Ayiti bat bravo pou debakman polisye Kenya yo

Page 6

LA FORCE MULTINATIONALE DÉBARQUE! QUELLE DÉCHÉANCE!



Le débarquement d'un premier groupe de 400 soldats kényans en Haïti dans le cadre de la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité soi-disant pour lutter contre l'insécurité qui ronge la société haïtienne

A Carte Blanche for the Black Masks

Page 9



BAP condamne les mauvais dirigeants noirs américains pour leur soutien à l'intervention militaire et à l'occupation d'Haïti

Page 7

PROMESSE DU MERCENAIRE RUTO À LA POLICE KÉNYANE !

Voir page 4

Ce n'est pas une manifestation de solidarité entre les deux peuples, le président Ruto a été embauché et payé en tant que mercenaire pour intervenir en Haïti



Le monde va-t-il vers la droite ?

Page 10



Libération de Julian Assange !

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Stoppons l'impérialisme dans sa logique d'imposture contre Haïti!

Par Berthony Dupont

N'en déplaise à ceux qui s'émerveillent à l'annonce de l'arrivée des troupes étrangères, notre devoir au sein du journal *Haïti Liberté* est de mettre en garde les masses populaires, face aux initiatives des puissances exploiteuses qui, tout en cachant leurs culpabilités renvoient sans cesse au peuple la responsabilité de ses malheurs et de ses souffrances.

Aucune illusion, en effet, n'est permise sur le fait que l'impérialisme occidental puisse renoncer de lui-même à son œuvre de destruction. En d'autres termes, l'aigle étoilé pourrait-il se transformer en un oiseau de bon augure, porteur de nouvelles rassurantes pour résoudre ou débloquer la crise humiliante du peuple haïtien ? Assurément non ! Mais les médias traditionnels mis au pas et aux ordres ne font que rallumer cette flamme démagogique pour plaire à l'ennemi qui nous empêche de vivre en paix, qui a détruit notre économie et nous a jeté dans le marasme d'une insécurité également financière et alimentaire.

Le peuple travailleur doit se méfier de ces porteurs de bonnes nouvelles, ces loups affamés qui se masquent en agneaux toujours prompts à jouer le rôle de bienfaiteurs ou de médiateurs mais en réalité cherchent à endormir notre méfiance et de plus à détourner notre attention du combat que nous devons incessamment engager pour défendre notre patrie.

Un rappel historique s'impose pour mieux saisir la portée et la véritable signification de l'épreuve actuelle que traverse le pays. L'invasion et l'occupation américaine de 1915 furent la conséquence initiale de l'effondrement de l'État haïtien. Elles n'ont pas résolu un seul de nos problèmes qu'elles prétendaient venir solutionner. Au contraire, elles les ont empirés jusqu'à constituer le prolongement de la situation de décomposition des institutions étatiques et de l'impuissance des élites politiques et économiques d'Haïti.

Nous sommes le 23 juin 2004. Vingt ans jour pour jour plus tard, l'impérialisme américain sous la couverture des Nations-Unies déployait sous la direction du Brésil, la Mission des Nations-Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) pour prendre le contrôle d'une quelconque opération de maintien de paix dans le pays. À quoi cela a-t-il servi ? À rien. Sinon, à s'aventurer dans une criminelle politique de déstabilisation à outrance. Depuis plus de deux cents ans, l'impérialisme détient sous la cendre certains éléments sous forme de braises plus ou moins incandescentes sur lesquelles il peut souffler au moment opportun pour les transformer en incendies dévastateurs. Sitôt après, il est le premier à se présenter pour prétendre éteindre l'incendie.

C'est ainsi qu'il faut comprendre la conjoncture dans laquelle se déroule cet énième déploiement des forces étrangères en Haïti. Ce sont toujours eux qui ont concocté cette date du 25 juin 2024, comme étant le jour-J du débarquement en Haïti d'une force militaire kényane, aux côtés de plusieurs autres pays marionnettes de l'impérialisme dont le Bénin, les Bahamas, le Bangladesh, la Barbade, la Jamaïque, le Tchad pour ne citer que ceux-là d'une mission soutenue par l'ONU venue soi-disant pour stabiliser Haïti qui, selon eux, souffre depuis des dizaines d'années d'une instabilité politique chronique qu'ils ont eux-mêmes créée.

Vingt-ans plus tard, ne soyez pas étonnés d'entendre les mêmes discours, puisque, on le sait tous, l'impérialisme ne va certainement pas changer ni sa politique ni sa vision d'Haïti à moins que l'on arrive à le mettre en déroute.

Dans ce cas, toutes les acrobaties du Conseil présidentiel « bidon » verrouillé qui ne peut décider donc de rien, mis aux ordres, entre autres, par le locataire de la Primature, aussi bien du Président marionnette du Kenya, Williams Ruto, tous ne sont que des petits porte-valises des intérêts et des méthodes du capitalisme nord-américain.

C'est sous la propagande d'une prétendue violence des gangs que l'impérialisme cache la vérité sur les maux qui traversent un pays ruiné avec son cortège d'affreuses misères héritées de la domination coloniale impérialiste. On ne pourra jamais mettre fin aux gangs armés, comme on le souhaite uniquement avec des réactions répressives, sans investir dans des projets sociaux, donner du travail aux masses et des perspectives d'avenir à la jeunesse haïtienne.

Ce cauchemar est loin d'être terminé, dans la mesure où, la classe politique moribonde à l'unisson a jeté tous son poids et mis tous ses moyens dans la bataille pour assurer le succès de cette entreprise interventionniste américaine. Elle s'est faite complice de ce traquenard avec la propagande que le gouvernement américain distille dans l'intérêt du pays. C'est la liquidation de la nation haïtienne et de la lutte du peuple qu'elle cherche à précipiter et cela devrait occasionner sans nul doute des tempêtes de mobilisations, de protestations et de dénonciations partout dans le pays.

Tous les travailleurs, patriotes qui se respectent, instinctivement devraient rejeter ce système en décomposition que ce nouveau régime espère restaurer. Ce n'est guère Washington, ni la Banque Mondiale et le FMI, à travers le Conseil Présidentiel et le Premier ministre Garry Conille qui doivent nous donner des leçons et nous imposer leurs réformes cosmétiques.

Le mal est infiniment profond. Il n'y a pas de voie pour sortir du sous-développement, de l'insécurité sans renverser l'ordre impérialiste dominant dans le pays. Seule la mobilisation de millions de travailleurs et de jeunes, tous unis avec leurs organisations, peut empêcher ce régime à la solde de l'impérialisme d'aller jusqu'au bout de sa logique de destruction sociale pour l'instauration d'un Etat indigne dépourvu de souveraineté.

La grande majorité du peuple opprimé sombre de plus en plus dans une indicible détresse. A cet égard, la véritable libération de la domination impérialiste, l'éradication de la violence, la pauvreté systémique ne pourra être que l'œuvre des masses ouvrières qui sont les seules à pouvoir combattre tous les corrompus et mercenaires politiques à la solde des grandes puissances. Il faut inverser la donne de la loi du plus fort, du plus puissant qui est imposée au plus faible. Pour éviter toute libre disposition du destin du peuple haïtien des mains des cliques impérialistes, il faut stopper l'impérialisme d'aller jusqu'au bout de son imposture qui consiste à faire d'Haïti un Etat paria.

La force Multinationale débarque! Quelle déchéance!



L'avion qui a transporté les policiers kényans en Haiti



Le premier débarquement de 400 policiers des forces kényanes au pays de Jean Jacques Dessalines

Par Henriot Dorcent

L'embryon de l'Armée du Président assassiné Jovenel Moise réclamait deux (2) hélicoptères et deux (2)chars d'assaut pour lutter efficacement contre les groupes armés communément appelés bandits, le Gouvernement des États-Unis s'y opposait; pour leur part, les politiciens restavèk, le secteur privé des affaires, l'université, le secteur religieux, ne pipèrent mot et s'accommodèrent de la requête du gouvernement de transition d'Ariel Henry qui réclamait de l'organisation des Nations unies la venue d'une force multinationale au pays de Jean Jacques Dessalines.

Par naïveté et par absence de clairvoyance politique, et face à la passivité de la police nationale d'Hayti, les victimes de la zone métropolitaine se laissent emporter par une fièvre d'occupation du territoire. Les élites économiques et politiques traditionnelles capitulent face à l'impérialisme Américain. Les victimes des groupes armés seront vite déçues et comprendront que la solution à la crise Haytienne passe par la participation des masses populaires organisées et conscientisées dans les affaires politiques de la nation.



Conférence de presse de Garry Conille avec les dirigeants de la délégation des forces policières kényanes

Le journal Le nouvelliste a révélé dans l'Accord sur le statut de la Mission: Le gouvernement haïtien reconnaît « *le droit de la MMAS et de ses contractuels d'importer, par la voie maritime, aérienne ou terrestre la plus aisée et directe, en franchise de droits, de taxes, de redevances et autres charges, sans autre interdiction ni restriction, des équipements, des provisions, des fournitures, du carburant, des matériaux et autres biens, y compris des pièces de rechange et des moyens de transport, destinés à l'usage exclusif et officiel de la MMAS »*,

Dans ce document, Haïti accepte d'établir, dans les meilleurs délais, à des fins d'appui à la MMAS, des installations temporaires de douane destinées à la mission dans des lieux pratiques pour cette dernière et n'ayant pas été précédemment désignés comme ports d'entrée officiels en Haïti. Le pays reconnait aussi le droit d'établir, de maintenir et d'exploiter des économats au siège de la MMAS, dans ses camps et à ses postes au bénéfice du personnel de la MMAS. « *Ces économats peuvent fournir des biens de consommation et d'autres articles à définir et à signaler par avance au gouvernement. Le (la) commandant(e) de la mission prend les mesures nécessaires pour éviter tout abus de ces économats et toute vente ou revente de ces biens à des personnes autres que le personnel de la MMAS et tient compte des observations et demandes du gouvernement concernant l'exploitation des économats »*, précise l'accord.

Mais c'est la compagnie canadienne GardaWorld Fédéral Services LLC qui a raflé le premier contrat de 30 millions cinq cent mille dollars US pour la sécurité de la base nouvellement aménagée pour la force Multinationale d'appui à la sécurité en Hayti sous l'égide de FAR16.505(b)(2).

Le Pentagone, Département Américain de la défense a publié un appel d'offre pour une compagnie d'internet à haut débit capable de supporter 1,400 clients et une autre compagnie commerciale pour des services d'hygiène à la force multinationale pour des pâtes dentifrices, shampooing brosses à dent, crème pour la peau(lotion) et de lits pour héberger 1300 clients.

Le service dry cleaning coutera $150 us par personne chaque semaine, les chauffeurs de poids lourd gagneront jusqu'à 1,800.00 US et peuvent sous-traiter au contractant Haytien pour $100.00 US,

L'État Haytien avait procédé a la démolition des maisons privées à proximité de l'aéroport International de Mais gâté pour faciliter la construction de la station (base) pour les forces policières et militaires de la MSS mission de support à la sécurité tel que défini dans la résolution du conseil de sécurité des Nations Unies. Le chef de la mission sera un commissaire de police du Kenya secondé par un Lieutenant Jamaïcain.

Quelle leçon doit-on tirer de cette nouvelle occupation? Tous les droits du peuple Haytien sont violés, la constitution de 1987 est bafouée une fois de plus et les policiers et militaires occupants jouissent d'une immunité totale et ne sont pas justiciables envers l'État Haytien.

L'État Haytien a perdu sa capacité à assurer la défense du territoire nationale et de la population, le PHTK et les Membres du CIRH on tout fait pour réclamer une force multinationale sur le territoire national pour les protéger de la colère populaire pour les crimes politiques, économiques, financiers et de droit commun perpétrés contre le peuple Haytien. L'essence de cette nouvelle occupation sera de protéger les dilapidateurs des fonds de la CIRH et du programme Petro caribe tant du secteur public que privé allié à une mafia internationale sous la haute protection de la Clinton Global Initiative.

L'avant-garde progressiste de la lutte de libération nationale a une mission historique de construire un Parti Haytien de libération Nationale pour organiser les masses populaires et les conscientiser pour une révolution en Hayti.

Pèp òganize k ap goumen pa janm pèdi batay. (*Les combattants organisés ne perdent jamais une bataille.)*

Promesse du mercenaire Ruto à la police kényane !



Le président William Ruto a présenté le drapeau aux policiers kenyans en route pour la mission en Haïti au Collège de formation de la police administrative d'Embakasi le 24 juin 2024.



Le président Williams Ruto a profité de ce moment pour amadouer les policiers. Il leur a promis une nouvelle grille salariale qui entrera en vigueur en juillet prochain.



La cheffe de la délégation Kenyane en Haïti, Monica Juma

Par Marie Laurette Numa

Le président William Ruto du Kenya est le modèle d'un président qui n'inspire aucune confiance et qui apparaît dans l'opinion internationale comme un mercenaire au service des États-Unis. Alors que la Cour suprême du Kenya bloquait le déplacement des policiers kenyans vers Haïti, Ruto a trouvé une astuce pour contourner sa justice et faciliter le déploiement des policiers sur le sol haïtien.

Pour faire le sale boulot pour lequel il a été payé par les corrupteurs de Washington, le lundi 24 juin 2024, il a organisé au Campus de formation de la police administrative à Embakasi, une cérémonie de départ en présence de l'inspecteur général adjoint Noor Gabow, du chef des opérations Samuel Chebet (GSU), et de l'inspecteur général adjoint principal Geoffrey Otunge qui dirigera les troupes sur le sol haïtien.

Les policiers que Ruto se préparait à expédier en Haïti sont issus de la Rapid Deployment Unit (RDU), de la Anti Stock Theft Unit (ASTU), de la General Service Unit (GSU) et de la Border Patrol Unit (BPU). Il s'agit d'une équipe entraînée au combat qui, selon les responsables, est capable de gérer la situation sur le terrain de manière professionnelle.

Le Premier ministre de facto haïtien nommé par Washington, Garry Conille, du même acabit que Ruto, a déclaré lors de la conférence de presse avec les dirigeants de la police kenyane à l'aéroport, ce matin 25 Juin 2024, que cet acte est un signe de solidarité exprimé par le président envers le peuple haïtien. En tant qu'indigène de service, on lui a sans doute exigé de faire la toilette de l'image du président Ruto et de le présenter en héros devant le peuple haïtien.

Quel mensonge flagrant de Conille, Ruto n'a manifesté aucun sentiment de solidarité avec le peuple haïtien. Il a été embauché et payé. Dans un article du Miami Herald, du mardi 18 juin, le journal a souligné que « *le secrétaire d'État Antony Blinken a ordonné au Département d'État de procéder à un financement de 109 millions de dollars pour aider les forces de police spéciales kenyanes à se déployer en Haïti* ». Le président Ruto n'a fait que défendre son travail comme n'importe quel mercenaire à l'endroit de son patron Joe Biden des Etats-Unis qui lui-même a fourni le soutien financier et logistique.

Les vrais raisons de cet investissement des puissances impérialistes ne vont pas être dévoilées pour l'instant. Ce n'est aucunement une question de violences et d'insécurité qui les mobilise. Pourquoi elles ne réagissent pas de la même manière face à l'insécurité criminelle aiguë à laquelle fait face le peuple palestinien ? Si l'Occident était amoureux de la paix d'autrui comme il le prétend dans le cas d'Haïti, dans le cadre de la guerre contre la Russie en Ukraine, il aurait accepté l'offre du processus de paix des Russes. En fait, la paix dans le monde est le cadet des soucis des puissances occidentales.

Revenons à Williams Ruto, le président a profité de ce moment pour amadouer la police puisque tout travailleur aime entendre le mot augmentation de salaire. C'est juste avant l'embarquement de ces pauvres policiers pour Haïti, au nombre de 400, et le reste 600 partira sous peu, qu'il leur a promis une poule aux œufs d'or, à savoir une nouvelle grille salariale qui entrera en vigueur en juillet prochain.

Quel menteur complet, quel coquin, une vraie pute du capitalisme, ce Ruto !

Lettre ouverte à M. Gary Conille, Administrateur colonial des États-Unis pour Haïti



Premier ministre Gary Conille, Administrateur colonial des États-Unis pour Haïti

Par Wilner Predelus, PhD

Monsieur Conille,

Je ne vous connais pas personnellement, et je ne suis même sûr de bien écrire votre nom. Cependant, j'espère que l'histoire de mon pays me pardonnera mon manque d'intérêt dans vos valeurs, si vous en avez, pour ne retenir que l'effort intellectuel que j'ai déployé, et ce, en toute sincérité, pour bien appréhender et articuler le titre qui correspond le mieux aux origines de vos pouvoirs et aux responsabilités qui vous sont conférées.

Depuis votre entrée triomphale à Port-au-Prince pour appliquer le plan colonial états-unien sur tout le territoire national, les voyous locaux qui sont au service de ce système inhumain, particulièrement dans les médias-poubelles, vous donnent toutes sortes de titres : docteur, premier ministre, docteur-premier ministre ou premier ministre-docteur. Cela ne surprend pas, parce que malheureusement Haïti est devenue un pays où *« tout voum se do »*. Un pays où certains nègres n'hésitent pas à vendre d'autres nègres (par dizaines milliers, voire millions) contre un visa ou tout simplement pour se faire offrir un job. Parfois, ils le font tout simplement pour attirer la sympathie d'un maître colonial très peu sympathique. Mais peu importe leur prix, nous constatons aujourd'hui avec encore plus d'amertume que le nègre haïtien ne vaut plus la « *tête d'un nègre* » comme à l'époque où il était échangé sur le marché d'esclaves européen en tant que marchandise.

Si le blanc pouvait s'enrichir en vendant des nègres pendant plus de trois cents ans, le nègre haïtien aujourd'hui les échange contre des titres ronflants (ministre, premier ministre, directeur général, etc.) attribué par les ambassades étrangères. Son héritage, le pays de ses ancêtres, est vendu et livré à l'acquéreur, et vous n'êtes là d'ailleurs que par la véracité de cet argument. C'est le règne de l'indigence, de la délinquance et de la médiocrité. Cependant, je vous le dis d'entrée de jeu que cela ne se passera pas ainsi. L'indépendance de ce pays a été acquise au prix du sang de plus de 150 000 vaillants soldats d'ascendance africaine. Ce ne sont pas des écervelés sans scrupules – à cravate ou pieds nus avec un AK47 – qui viendront cracher dans leur sang.

Comme vous pouvez bien le déceler dans l'insolence de mon langage et la liberté dont sont empreints les mots que je choisis pour exprimer mes pensées, je suis né et j'ai grandi dans le Grand Nord christophien; mais mieux encore, je crois fermement à l'idéal de l'Empereur Jean-Jacques Dessalines pour mon pays et pour mon peuple. Sans la moindre prétention de réclamer l'héritage de la plupart des grands héros de ce Grand Nord christophien, comme Cappoix-La-Mort ou le Roi Henry lui-même, je fais partie de ces Haïtiens dont l'intégrité et la soif de liberté s'inscrivent dans les ambitions originelles des pères fondateurs de cette nation à laquelle vous devez votre propre liberté – si vous être toujours libre. Ces valeurs, pour votre information, Monsieur Conille, s'inscrivent en lettres dorées avec le sang de mes ancêtres dans l'Acte de naissance de cette Nation. Elles valent plus que toute la masse monétaire des pays qui tirent les ficelles pour mettre en action vous et tous les autres mercenaires qui travaillez en symbiose avec les gangsters-terroristes qui détruisent le pays pour faire avancer le projet colonial. Comme pour tous les peuples qui se battent pour la dignité – un peu de dignité – le peuple haïtien, du moins les gens du Grand Nord Christophien au nom desquels je vous écris, aspire à un pays où les dirigeants sont choisis par le peuple sur la base de leur intégrité, plutôt qu'un espace contrôlé par des terroristes où des individus sans vergogne se font imposer comme dirigeants par des puissances coloniales sur la seule base de leur bassesse. De ce point de vue, je peux vous dire sans ambages, cher Monsieur Conille, que mon héritage historique et culturel me place dans une situation qui me fait regarder comme des cafards tous ceux qui collaborent au projet colonial occidental pour noyer le sacrifice de mes ancêtres dans l'océan de la honte, et maintenir le peuple haïtien dans la crasse pour quelques poignées de dollars.

Comme je le mentionne au début de cette correspondance, je ne vous connais pas, et malheureusement, en raison de vos fréquentations, vous ne m'inspirez la moindre curiosité à chercher à en apprendre davantage sur vous (dites-moi qui vous fréquentez, et je vous dirai qui vous êtes). Toutefois, si je me permets de parler de votre titre de docteur, je crois que mon pays, pour son malheur, en a peut-être trop – du moins dans votre « champ de spécialisation ». Ils ont déjà occupé toutes les fonctions « *de prestige* » du pays, allant de président à celle de consul, en passant par premier ministre et ambassadeur. Les résultats qu'ils obtiennent sont sans appel, et témoignent, sans aucune surprise, cette singularité qui, tristement, caractérise mon pays depuis déjà trop longtemps. Il est néanmoins impossible de savoir si cette obsession à l'asservissement est une conséquence des cicatrices de l'esclavage ou si le prix de nos « intellectuels » rivalise celui des gangsters-terroristes qui massacrent la population et détruisent toutes les infrastructures du pays sous ordres de services secrets de pays étrangers.

Ainsi, si je salue les efforts académiques qui vous valent un tel titre, je ne suis guère impressionné par la capacité intellectuelle qui lui est souvent associée. Car, voyez-vous Monsieur Conille, un intellectuel c'est quelqu'un qui pousse sa curiosité à comprendre les problèmes auxquels fait face la collectivité de manière à proposer des solutions susceptibles de changer les choses pour le meilleur. J'espère que vous ne prendrez pas ceci personnel, car si vous vous prenez à témoin, vous admettrez que loin d'apporter une quelconque solution au problème haïtien, vous asservissez le pays en prenant vos ordres de la part de ceux-là même qui ont créé le problème. En effet, depuis une bonne trentaine d'années, les États-Unis se sont arrogé le droit de nommer et révoquer les dirigeants dans mon pays, et cela ne devrait pas être trop complexe pour un docteur à comprendre.

Depuis quelques semaines, j'ai appris dans les nouvelles que votre priorité ainsi que celle des autres chenapans qui travaillent en symbiose avec les chefs terroristes qui sèment la terreur dans le pays pour faire progresser le projet colonial, serait l'adoption d'une nouvelle constitution. Je crois là que vous prenez tous les Haïtiens pour des imbéciles, parce qu'aucune personne dotée de bon sens ne saurait comprendre cette obsession à adopter une nouvelle constitution dans un pays où la seule loi qui s'applique avec efficacité est celle imposée par les terroristes. Peut-être, voudriez-vous créer une nouvelle constitution pour y enchâsser leurs droits? Sinon, comment expliquez-vous que la priorité d'une administration coloniale, dans un pays contrôlé à 40-50 % par des terroristes travaillant sous le contrôle de services secrets étrangers, est une nouvelle constitution? Où est-ce que vous allez l'appliquer? Êtes-vous en mesure de faire appliquer une seule des Lois existantes sur le territoire national?

Pour l'histoire, je dois préciser que bien avant le projet constitutionnel colonial porté par Jovenel Moïse (peur à son âme), j'avais moi-même, dans mon livre intitulé Haïti : Caverne de charlatans, paru en 2017, plaidé en faveur de l'adoption d'une nouvelle constitution en Haïti. Cette proposition avait pour objectif, bien au contraire, de présenter un projet constitutionnel au peuple haïtien dans la perspective de se défaire de l'asservissement colonial encouragé par la constitution actuelle qui prévoit de nouvelles élections tous les ans, même si ce sont les puissances coloniales qui décident des résultats à travers leurs ambassades. Dans le cadre de cette même proposition, j'avais aussi posé comme condition essentielle qu'il y ait une révolution dans le pays. Une révolution qui mettrait à la retraite forcée tous les gens comme vous qui sont manipulés par ces puissances coloniales à vocation esclavagiste pour maintenir les Haïtiens dans la misère.

Figurez-vous Monsieur Conille, que sous cette nouvelle constitution, les gens comme vous et vos acolytes de ce conseil présidentiel colonial de la honte seraient pendus jusqu'à ce que mort s'ensuive pour haute trahison. Alors, après vous avoir partagé cette information, croyez-vous que la mission coloniale est toujours possible? Vous vous dites sûrement que les services secrets des pays qui vous donnent cette mission sauront jouer leur partition pour vous aider à atteindre votre objectif. Mais, seriez-vous prêt à vous octroyer un autre titre de vilain dans l'histoire d'Haïti, en proposant une constitution coloniale qui oblige les différentes régions du pays, où vivent encore des hommes et femmes intègres, à se séparer d'un pays vassalisé dont la loi mère serait une version élaborée des règlements internes de la CIA?

En effet, je tiens à vous dire que l'unité de mon pays me tient beaucoup à cœur, et je n'épargnerai aucun effort pour la garder intacte. Toutefois, s'il y a des vagabonds qui contrôlent le pouvoir politique à Port-au-Prince – qu'ils soient de l'Ouest, du Sud ou même du Nord – et qui tiennent à se maintenir dans la servitude au point de transformer la terre de Dessalines en un dépotoir politique pour les puissances impérialistes, nous allons rester fidèles à l'idéal de nos ancêtres. Pour cela, si nous devons rétablir les frontières de l'ancien royaume du Nord pour réhabiliter nos ancêtres, nous le ferons sans hésiter, et nous rétablirons la loi et l'ordre sur cette partie du pays. Encore une fois, je le dis pour l'histoire que je ne suis pas en faveur de la balkanisation de mon pays – ce qui pourrait d'ailleurs faire partie du projet impérialiste – et je me battrai du bec et des ongles pour que nous n'en arrivions pas là. Cependant, si à la fin de la journée, c'est la seule option qu'il nous reste pour garder notre dignité et continuer à honorer le sacrifice de nos ancêtres, alors nous n'aurons pas d'autres choix que de nous séparer. Il reviendra ensuite aux gens honnêtes du Grand Sud de faire leur part pour reprendre leur pays et isoler les déchets politiques et les gangsters-terroristes placés par les puissances impérialistes à Port-au-Prince pour mettre tout le pays à genoux. C'est assez!



Le conseil présidentiel colonial de la honte

Espérant que le message est aussi clair que le messager, je vous prie de recevoir, Monsieur Conille, l'expression de mes civilités.

Wilner Predelus, PhD

Petisyon pou kreye konplèks kotye ak maren pou pwoteje 4 Zòn Konsantrasyon Byodivèsite nan Zile Lagonav

Otorite peyi Ayiti
Nan tout bwat Leta Santral
Gran tè Peyi Ayiti

Petisyon pou kreye Konplèks kotye ak maren pou pwoteje 4 Zòn Konsantrasyon Byodivèsite (ZKB) Zile Lagonav yo

Nou menm, potorik fanm ak gason Lagonav, deside pase yon petisyon sou teritwa nasyonal la e nan kominote ayisyen aletranje pou klasman zile a « Konplèks kotye e maren ».

Nou menm, potorik fanm ak gason Lagonav, rekonèt provizyon lalwa ba nou sou proteksyon potansyèl natirèl Zile Lagonav :

Yon bò, nou jwenn zouti kad legal ayisyen an tankou : Manman lwa 1987 nan Atik 36, 36-1, 36-5, 52-1.h, 136, 138, 215, 253, 254, ak 256 li yo ; Lwa 6 jen 1963 sou abitasyon epi amenajman vil ak kanpay pou devlopman ibanis peyi a ; Dekrè 18 mas 1968 sou deklarasyon « Pak nasyonal oswa Sit natirèl » yo ; Dekrè 27 oktòb 1978 sou lapèch ; Dekrè 26 Janvye 2006 sou jestyon anviwonman ; Dekrè 16 Dawout 2020 ki òganize Ministè anviwonman ; ak tout lòt lwa, dekrè, arète, règlemantasyon ki ale nan menm sans la.

Yon lòtbò, nou jwenn zouti konvansyon ak plan daksyon entenasyonal Leta ayisyen siyen oswa dakò yo tankou : Konvansyon amerikèn sou dwa moun ki adopte 22 Novanm 1969 e ratifye nan 27 sektanm 1977 ; Konvansyon sou byodivèsite ki adopte 22 me 1992 e ratifye nan Dawout 1996 ; Konvansyon sou chanjman klimatik adopte ; Konvansyon sou lit kont dezètifikasyon adopte ; Estrateji ak Plan daksyon pou byodivèsite (SPANB 2011-2020) 20 objektif Aychi pou byodivèsite, e estrateji mondyal pou divèsite byolojik (2021-2030) siyatè Konvansyon sou byodivèsite yo te mete sou pye nan COP10 ; ak tout lòt akò ki ale nan menm sans la ki ta gen pou vini.

Nou menm, potorik fanm ak gason Lagonav, rekonèt kontribisyon larechèch syantifik ak teknik bay sou valè ekolojik potansyèl natirèl Zile Lagonav genyen tankou :



Travay Jean Wiener nan Fondasyon FoProBim ki te propoze pou zile a deklare « zòn maren proteje » depi nan lane 2000 ;

Travay Joël Timyam ak Jean-Vilmond Hilaire nan Société Audubon Haïti, Gregor Hodgson ak ekip Reef Check Haïti ki te patisipe nan defini « zòn kle pou byodivèsite » sou zile a gras ak yon finansman estrikti CEPF ;

Travay Alexandra V. D. Pierre ak Neptune Prince nan Inivèsite Kiskeya ak Nant Inivèsite ki kondanse lokalizasyon jeografik zòn proteje pou ta deklare epi zòn ki ta gen resous minyè ak enèjetik pou valorize sou zile a.

Nou menm, potorik fanm ak gason Lagonav, rekonèt valè sosyal potansyèl natirèl Zile Lagonav genyen tankou :

Sèvis 938 espès plant avèk 17 ladann yo ki andemik a zile, ak 84 espès zwazo zile a rann nan zafè manje abitan yo ki dekonekte ak rès peyi a ; nan zafè medsin tradisyonèl yon konte san enfrastrikti sanitè ; nan zafè renouvèlman lanati, bote peyizaj yon konte san ekipman vil e san efrastrikti wout ; san konte reptil, kristase ki rete pou lasyans vin dekouri nan yon zile ki lokalize li nan « Pwen cho byodivèsite » Zile karayib yo.

Lanmè pou pratike aktivite ekonomik ; pou sikile avèk grantè Karyès ak Miragwàn ; pou distraksyon, devosyon relijyon ak byennèt abitan ak vizitè zile a ;

suite à la page(16)

Biwo entegre Nasyonzini an Ayiti (BINUH) bat bravo pou debakman polisye Kenya yo



María Isabel Salvador

Chèf Biwo entegre Nasyonzini an Ayiti (BINUH), María Isabel Salvador akeyi epi aplodi, arive nan Pòtoprens, patikilyeman nan Ayewopò Entènasyonal Ayiti abò yon vòl Kenya Airways KQ7681, premye kontenjan polisye Kenya yo nan kad Misyon Sipò Sekirite Miltinasyonal la. Se 400 polisye Kenya ki rive jounen jodi madi 25 jen 2024 la.

Se yon jounen lawont, imilyasyon pou peyi a menmjan ak 28 jiyè 1915, epi ak 23 jen 2004, san nou pa bliye debakman 20 mil marin meriken jou ki te 19 septanm 1994 pou te vin prepare retou Jean Bertrand Aristide 15 oktòb 1994.

Yon fwa ankò dirijan malpouwont yo, klas politik chawony, pouri, santi a nan konplisite ak enperyalis meriken yo kontinye ap sal figi Ayiti. Malerezman ou pa jwenn anpil moun ki rele amwe, bagay sa yo dwe fini.

Dirijan Binuh a ekri sou kont X li *« …sa a se yon etap enpòtan nan batay pou retabli sekirite nan kapital ayisyen an ak vwazinaj li yo, ak pou pwoteje dwa ayisyen yo »*.

Li fè konen tou: *« Prezans kontenjan sa a konsidere kòm yon siy espwa pou yon amelyorasyon enpòtan nan sitiyasyon sekirite nan peyi a. »*

Binuh ap tann pou l wè deplwaman konplè Misyon Sipò Sekirite Miltinasyonal la, jan Konsèy Sekirite Nasyonzini an otorize l la. Sa vle di y ap tann tout peyi mèsenè tankou Jamayik Benen, Baamas, Banngladèch elatriye k ap vin fè yon djòb sal pou peyi Etazini.

Black Alliance for Peace condamne les mauvais dirigeants noirs américains pour leur soutien à l'intervention militaire américaine et à l'occupation d'Haïti



De gauche à droite Al Sharpton, Joe Biden et Nancy Pelosi

L'élite dirigeante utilise des dirigeants noirs trompeurs pour renforcer son soutien aux objectifs impérialistes. Actuellement, ces dirigeants trompeurs offrent librement et volontiers leurs services pour soutenir l'invasion et l'occupation d'Haïti.

L'équipe Haïti/Amériques de l'Alliance noire pour la paix réprimande la classe américaine de « *leadership trompeur* » noire pour son soutien à la dernière invasion et occupation américaine d'Haïti. Nous condamnons la participation de cette classe aux discussions avec l'État sécuritaire américain et sa promotion d'objectifs de politique étrangère impérialiste visant à saper la souveraineté et la dignité haïtiennes.

Le 29 mars 2024, Jon Finer, conseiller adjoint à la sécurité nationale des États-Unis, a dirigé une réunion sur la politique en Haïti avec un groupe sélectionné de « *dirigeants de groupes de défense des droits civiques noirs basés aux États-Unis* ». Le communiqué de la Maison Blanche répertorie les participants comme étant le révérend Al Sharpton du National Action Network, Ron Daniels de l'Institute of the Black World (IBW21), Marc Morial, président de la National Urban League, Derrick Johnson, président de la NAACP et Jocelyn McCalla, conseiller politique principal de la Fondation haïtiano-américaine pour la démocratie.

Pourquoi le bureau de la sécurité nationale des États-Unis parrainerait-il une réunion sur Haïti avec ces groupes ? Le communiqué affirme que les États-Unis sont déterminés à « assurer un avenir meilleur à Haïti ». Mais l'aspect le plus important de la réunion était la nécessité, selon la Maison Blanche, de rallier un soutien à « *la mission multinationale de soutien à la sécurité (MSS) autorisée par l'ONU en Haïti et de proposer des solutions dirigées par les Haïtiens à l'impasse politique* ».

Il semble que ces meneurs noirs rassemblés autour des latrines du pouvoir blanc aient reçu l'ordre de marcher pour fabriquer le consentement des Noirs à la poursuite de l'occupation et de l'oppression américaines d'Haïti. Depuis cette réunion, les voix des Noirs américains se sont multipliées, prétendant parler au nom d'Haïti et des Haïtiens. De Jesse Jackson à Al Sharpton, l'objectif principal semble être de rallier la communauté noire américaine pour soutenir les objectifs de politique étrangère américaine, en utilisant Haïti comme base.

Ron Daniels d'IBW21 a été le plus flagrant, utilisant la crise en Haïti pour collecter des fonds pour son organisation, tout en propageant d'ignobles stéréotypes sur la société haïtienne et en soutenant l'impérialisme américain. Dans ses récents articles *« Haiti on Fire »,* Daniels décrit le pays comme un « État virtuellement en déliquescence » et un « *narco-État* » contrôlé par des « *gangs vicieux* », appelant le Core Group à prendre les devants en Haïti et affirmant que seule une mission mercenaire commandée par les États-Unis et dirigée par le Kenya peut résoudre les problèmes d'Haïti.

Par intention ou par ignorance, Daniels ne mentionne pas une seule fois le rôle des États-Unis, de la France et du Canada dans la fomentation de la crise en Haïti, la décrivant plutôt comme un problème récent et auto-infligé par des gangs et quelques élites. Daniels ne reconnaît pas que cette dernière fascination raciste des médias occidentaux pour les *« gangs »* n'a commencé qu'en 2022, alors que les États-Unis tentaient de maintenir au pouvoir leur Premier ministre fantoche, Ariel Henry. Ce qui est le plus troublant, c'est que Daniels accepte que le

Core Group, la force étrangère d'occupation en Haïti, ait une légitimité et le droit de prendre le pouvoir sur Haïti. Peu importe que le peuple haïtien considère le Core Group comme une entité criminelle et coloniale. Daniels salue également l'installation du « Conseil présidentiel » par les États-Unis en Haïti, déclarant que cela conduira à une « *démocratie basée sur le peuple* ». Quelqu'un devrait rappeler à Daniels qu'il n'y a pas de démocratie sous occupation.

Mais nous savons que ce sont les États-Unis et le Core Group – sous le couvert des dirigeants trompeurs et dociles de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) – qui ont trié sur le volet les participants haïtiens au Conseil présidentiel. Nous savons également que tous les participants à ce Conseil devaient d'abord accepter cette invasion militaire étrangère illégale d'Haïti. En effet, Daniels n'appelle pas seulement les mêmes incendiaires suprémacistes blancs à éteindre le feu qu'ils ont eux-mêmes allumé en Haïti, il soutient également une autre invasion et occupation militaire d'Haïti menée par les États-Unis !

Le BAP appelle ceux qui soutiennent Haïti à ne pas se laisser prendre au langage de la « solidarité » avec Haïti alors que ces marchands noirs de l'hégémonie utilisent leur plateforme et le langage de la « fraternité » et de la « sororité », et une cooptation cynique du « Pan- l'africanisme » pour aider l'impérialisme américain à étouffer la souveraineté haïtienne. Nous devons nous rappeler que la crise en Haïti est une crise de l'impérialisme.

Ron Daniels et l'IBW21, ainsi que ces autres dirigeants noirs trompeurs, devraient être condamnés pour avoir soutenu la politique impériale américaine contre la Première République noire du monde moderne. Ces « dirigeants de groupes de défense des droits civiques » feraient bien de savoir qu'ils ne sont que le troisième groupe de visages noirs que les États-Unis instrumentalisent pour envahir Haïti, suivant le modèle établi par les pays de la CARICOM et le Kenya (que les États-Unis soudoient) avec 300 millions de dollars pour prétendre diriger cette mission désastreuse). Se demandent-ils pourquoi les États-Unis, la France ou le Canada refusent de diriger la mission, ou pourquoi ils ne les impliquent que maintenant dans la discussion ? Comme nous l'avons dit à propos du gouvernement kenyan et des gouvernements de la CARICOM qui fournissent des mercenaires armés pour tuer le peuple haïtien, il s'agit là d'un impérialisme blackface.

Nous voudrions également faire remarquer à ces « dirigeants » noirs que cette invasion planifiée d'Haïti, bien qu'annoncée comme une mission de « l'ONU », n'en est en réalité pas une. Elle a l'approbation du Conseil de sécurité de l'ONU, mais l'ONU n'a pas voulu assumer la responsabilité de la mission car elle nécessiterait un « usage trop brutal de la force » contre le peuple haïtien.

L'Alliance noire pour la paix continue de dénoncer l'impérialisme américain. Mais nous condamnons particulièrement les visages noirs de l'impérialisme. Nous appelons tous ceux qui s'engagent en faveur d'un monde sans colonies à rejeter les visages noirs de l'empire et leurs mensonges. Dissoudre le groupe principal ! Mettez fin à l'occupation du BINUH ! Arrêtez tous les efforts visant à imposer une nouvelle invasion à Haïti !

Larguez les impérialistes dans Blackface ! Solidarité avec la résistance ! Vive une Haïti libre !

Black Alliance for Peace Équipe Haïti/Amériques 19 juin 2024



Ron Daniels

Garry Conille, un successeur imposé pour remplacer Ariel Henry



L'arrivée du nouveau chef du gouvernement Garry Conille, le samedi 1e juin 2024 en Haïti en provenance de Miami

Par Catherine Charlemagne

(2e partie)

Au moment de son plébiscite à Port-au-Prince, le mardi 28, le nouveau Premier ministre, Garry Conille, se trouvait dans un petit État de la CARICOM, Antigua et Barbuda. C'est de là qu'il s'était adressé aux Haïtiens et aux autorités d'Haïti dans un message enregistré à destination d'Haïti dans lequel il a déclaré « *J'accepte cette désignation avec beaucoup d'humilité, quand je regarde la liste des candidats. Je remercie les Conseillers et l'ensemble des organisations qu'ils représentent pour leur confiance. Je m'engage à travailler en étroite collaboration avec tous les Conseillers afin d'adresser les problèmes urgents que confronte le pays. Je ne saurais accepter cette responsabilité si je ne pouvais pas compter sur autant de solidarité. En dépit des défis majeurs qui nous attendent, je suis convaincu qu'un pas a été franchi. Car, c'est la première fois, depuis plusieurs générations, des groupes politiques de tendances différentes, des compétiteurs de longue date, s'accordent sur une personnalité indépendante, non partisane, qui viendra les aider à reconstruire la démocratie.*

Depuis mardi, nous n'avons pas chômé. Nous avons des conversations informelles avec des amis de la Communauté nationale et internationale. Le Conseil continue de travailler activement pour identifier les profils de ceux qui feront partie du gouvernement. Nous allons faire en sorte que le gouvernement de la Transition reflète le courage, la générosité, la résilience et la diversité du peuple haïtien. Les femmes, les hommes, les professionnels expérimentés devront contribuer à ce gouvernement. Les jeunes et les femmes, qui sont majoritaires dans le pays, doivent y trouver leur place. La diaspora, qui est un gros support pour notre économie, doit être représentée.

Avec le CP, nous allons faire en sorte de trouver des personnes compétentes, pratiques, honnêtes et patriotes », avait avancé Garry Conille. Bien entendu, avec cette nomination de Garry Conille à la Primature, les réactions pleuvaient, les félicitations et les salutations venaient de toute part à travers le monde. Du Canada à la France en passant par le Mexique, les États de la Communauté des Caraïbes, l'Union européenne, la République dominicaine, le Kenya, le Royaume-Uni, entre autres, qui attendaient avec impatience que la Communauté internationale dispose d'un vrai interlocuteur à Port-au-Prince, se disaient tous satisfaits de cette nomination et souhaitaient que le nouveau lauréat réussisse dans cette tâche qui ne sera pas pour lui des vacances sous les tropiques. Si le Bureau Intégré des Nations-Unies en Haïti (BINUH) que dirige la Représentante du Secrétaire général des Nations-Unies, Antonio Guterres en Haïti, Maria Isabel Salvador, avait indiqué sur son compte Twitter **X** que « *Le BINUH prend note avec satisfaction du progrès enregistré dans le processus de mise en place des autorités de la transition.*

Nous continuons à suivre les efforts en cours pour la formation d'un nouveau gouvernement dans les meilleurs délais. Le BINUH renouvelle l'appel du Secrétaire général des Nations-Unies pour une participation accrue des femmes et des jeunes dans le processus politique », les États de la Communauté caribéenne (CARICOM) ont par ailleurs cru que le CPT a mis de côté tout intérêt particulier et politique pour faciliter la nomination du haut cadre de l'ONU à la tête du gouvernement haïtien. Et selon les dirigeants de cette organisation régionale, nous nous acheminons vers la route pour l'organisation des élections en temps opportun. « *La CARICOM félicite le Conseil Présidentiel de Transition pour avoir mis l'intérêt du pays et du peuple haïtien au-dessus de tout. Cela restera un objectif primordial alors que le CPT, en collaboration avec le Premier ministre de Transition Conille, continue d'aller de l'avant dans le rétablissement de la sécurité et dans l'établissement des institutions critiques largement représentatives nécessaires à la prestation de services publics, à la fourniture d'une aide humanitaire, à la facilitation de l'amélioration socio-économique et à la tenue d'élections libres et équitables en temps opportun* » notait la CARICOM dans un communiqué.

L'Organisation des États Américains (OEA), l'Organisation des Nations-Unies (ONU), l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), l'Union européenne (UE), bref, toutes ces organisations qui sont engagées dans la résolution des crises en Haïti depuis ces dernières décennies ont salué à leur manière l'arrivée de ce technocrate au sommet du pouvoir en Haïti. « *Avec la nomination du nouveau Premier ministre Garry Conille, nous sommes déterminés à soutenir le gouvernement de Transition dans ses efforts pour sécuriser Haïti, réformer la Constitution et préparer les élections nationales »*, indiquait le Bureau du Secrétariat général de l'Organisation des Etats Américains en Haïti sur son compte **X**. En outre, la République dominicaine dont les relations avec Haïti ne sont pas au beau fixe depuis l'affaire du canal de Ouanaminthe, a lui aussi salué cette nomination de façon élogieuse pour Garry Conille en mettant en avant le niveau universitaire du nouveau titulaire de la Primature.

« Nous saluons la nomination par le Conseil Présidentiel d'Haïti du célèbre universitaire Garry Conille au poste de Premier ministre. Avec un profond désir d'harmonie dans les relations bilatérales, nous souhaitons plein succès dans votre gestion délicate et historique», devait déclarer le ministre des Affaires Étrangères de la République dominicaine, Roberto Alvarez sur son compte **X** le mercredi 29 mai 2024. Enfin, bouclons ce tour de salutations par un acteur important mais nouveau dans la crise haïtienne, le Kenya. Ce pays qui attend depuis deux ans pour envoyer ses policiers et militaires venir faire le Gendarme en Haïti à la demande des Etats-Unis, a réagi comme tous ceux dont la participation à la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti est attendue pour dire que la nomination de Garry Conille est un pas vers la résolution de la crise sécuritaire que confronte le pays. Non seulement le gouvernement kenyan félicite le nouveau Premier ministre, mais il dit aussi être impatient de travailler avec les nouvelles autorités de Port-au-Prince pour s'attaquer aux gangs qui perturbent le bon fonctionnement du pays.

« Au nom de la République et du peuple du Kenya, j'adresse mes félicitations à Garry Conille à l'occasion de sa nomination au poste de Premier ministre d'Haïti. Cette étape importante n'est pas perdue pour le monde et témoigne de la volonté de nos frères et sœurs d'Haïti d'aller de l'avant. Le Kenya exprime sa forte solidarité avec Haïti, alors que nous sommes impatients de travailler avec vous et votre gouvernement pour remettre Haïti sur la voie du développement durable. N ap fè konfyans nan lavni ! » écrivait, le mercredi 28 mai, le Président William Ruto dans un Tweet. C'est le samedi 1e juin 2024, dans l'après-midi, que le nouveau chef du gouvernement était rentré en Haïti en provenance de Miami après une dizaine d'années passée à l'étranger en tant que haut fonctionnaire de l'ONU un peu partout dans le monde. Le lendemain, dimanche 2 juin, il était déjà au pied de la rampe, en France l'on disait au plancher des vaches, pour constater de visu l'effet dévastateur des groupes armés sur le Centre-ville, la partie historique de la capitale.

Doublement coincé d'abord avec un gilet pare-balle visiblement trop petit et ensuite enfermé dans un véhicule blindé de la PNH, il avait du mal à s'extraire pour regarder l'état déplorable et lamentable de Port-au-Prince, la capitale d'Haïti, le pays dont il s'apprêtait à prendre les rênes. Après un petit tour en compagnie du Directeur général de la police nationale, Frantz Elbé, il a pu regagner sans encombre son hôtel à Pétion-Ville, en attendant de s'installer à sa résidence officielle à Musseau en tant que Premier ministre. Trois jours après son retour en Haïti, en effet, soit le lundi 3 juin 2024, le nouveau locataire de la Villa d'Accueil a été officiellement installé et investi dans ses fonctions par le Président du Conseil Présidentiel de Transition, Edgard Leblanc Fils. Devant un parterre de diplomates, de grands commis de l'État, des membres des parties prenantes de l'Accord du 3 avril et quelques autres invités, une cérémonie sobre a été organisée à Musseau où siège provisoirement la Primature en compagnie de tous les membres du CPT et où Edgard Leblanc Fils s'était adressé à son Premier ministre.

«Cet acte intervient dans un moment particulièrement difficile, le pays vit dans une crise multidimensionnelle, il importe donc aux forces vives de la nation et particulièrement aux acteurs politiques de travailler dans la concertation, dans le consensus, dans l'harmonie, de manière à réussir cette transition. Nous comptons sur le docteur Conille pour mettre en place les politiques qui conviennent avec le CPT de manière à adresser le problème de l'insécurité et également redresser l'économie du pays, réformer les institutions et arriver aux élections crédibles, libres, démocratiques», eut à déclarer celui qui préside le CPT pour une période de 5 mois dans le cadre de la présidence tournante de cet organisme faisant office de chef du Pouvoir exécutif. Après un bref instant d'applaudissement, Garry Conille, dans son allocution d'investiture, s'est adressé aux invités. «*Les premières instructions que m'ont données les membres du Conseil c'est qu'il n'y a pas de temps à perdre. J'apprécie beaucoup cette convivialité qui se dégage entre les différents membres du gouvernement.*

Cela nous fait voir que les groupes politiques doivent mettre leurs différends de côté, dans un moment où l'intérêt de la nation doit être priorisé. On n'a pas d'illusion sur les défis qui nous attendent, sur les impasses difficiles que nous avons à traverser» avait souligné celui qui a pris les commandes du gouvernement pour une période de deux ans comme, d'ailleurs, les membres du CPT, soit jusqu'au 7 février 2026 si tout se passe bien d'ici là. Une fois l'installation du Premier ministre effectuée, ce sont les tractations d'une part avec les membres du CPT et d'autre part avec les parties prenantes pour la formation du gouvernement qui allaient retarder cette fois la formation d'un nouveau cabinet ministériel en lieu et place de celui d'Ariel Henry. Il fallait attendre quasiment un mois après l'investiture du PM avant que le nouveau gouvernement puisse voir le jour.

Selon les proches de tous les camps, les négociations sur le partage des postes ministériels ont été âpres, voire rudes entre la présidence et la Primature qui, dès le départ, souhaiterait avoir un gouvernement resserré entre 14 ou 15 ministères, pas plus. Une décision qui n'allait pas faciliter la tâche du Premier ministre qui voulait réduire le nombre de ministères, c'est-à-dire, regrouper certains ou carrément les supprimer. Or, en prenant cette décision, Garry Conille allait ouvrir une guerre avec ceux qui voyaient là une occasion de les écarter du pouvoir. Durant plusieurs semaines, ce sont de longues journées et de nuits blanches que les protagonistes ont dû passer avant de parvenir à un accord.

Le Premier ministre a eu finalement gain de cause à moitié de ce bras de fer qu'il avait entamé avec divers secteurs qui entendaient avoir leur part du gâteau, même si plusieurs ministères qu'il a voulu supprimer, notamment, la Jeunesse et sport, la Culture ou encore l'Environnement et la Condition Féminine et des Droits la femme sont maintenus soit dans leur autonomie soit en intégrant un autre ministère. Par ailleurs, au cours des semaines de la formation du gouvernement, plusieurs noms de personnalités qui ont circulé ou fuité sur les réseaux sociaux pour occuper tel ou tel ministère sont disparus de l'organigramme. Et pour cause. Il n'avait pas assez de part pour contenter tous ceux qui espéraient ou nourrissaient l'idée de prendre part à l'aventure ministérielle. Finalement, le mardi 11 juin 2024, la liste des membres du Cabinet ministériel a été annoncée et l'arrêté publié en même temps dans un N° Spécial de *Le Moniteur* N° 26, journal officiel de la République.

Elle comprend 14 membres pour 18 ministères dont nous publions ici la liste pour l'édification des lecteurs mais aussi pour l'histoire. Car ces personnalités auront la lourde responsabilité de sortir Haïti de cette Transition qui, en réalité, date de 1986, c'est-à-dire, à la sortie de la dictature des Duvalier bien que ce gouvernement intérimaire dirigé par Garry Conille est la seconde après celle du Premier ministre-Président Ariel Henry qui avait pris la charge du pays après le meurtre du Président Jovenel Moïse il y a de cela trois ans. La liste du gouvernement du Premier ministre Garry CONILLE : Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, Garry CONILLE ; Ministre des Affaires Etrangères et des Cultes et Ministre des Haïtiens Vivant à l'Étranger, Dominique DUPUY.

Ministre de l'Économie et des Finances et Ministre de la Planification et de la Coopération Externe, Ketleen FLORESTAL; Ministre de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural, Vernet JOSEPH; Ministre des Travaux Publics, Transports et Communications, Raphaël HOSTY. Ministre du Commerce et de l'Industrie et Ministre du Tourisme, James MONAZARD ; Ministre de l'Environnement, Moïse JEAN-PIERRE Fils ; Ministre de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle et Ministre de la Culture et de la Communication, Antoine AUGUSTIN ; Ministre des Affaires Sociales et du Travail, Georges Wilbert FRANCK; Ministre de la Santé Publique et de la Population, Georges Fils BRIGNOL; Ministre de la Condition Féminine et des Droits de la Femme, Marie Françoise SUZAN; Ministre de la Défense Nationale, Jean Marc Berthier ANTOINE.

Ministre de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique, Niola Lynn Sarah DEVALIS OCTAVIUS. Trois jours après, la Primature publie un décret annonçant la nomination de trois ministres délégués auprès du Premier ministre. Il s'agit de Joseph André Gratien, Chargé des Élections et de la Réforme constitutionnelle ; Herwil Gaspart, Chargé de la Solidarité et aux Affaires Humanitaires et Marie Chantal Dumay, Chargée de l'Assainissement des Institutions de l'État, de Lutte contre la Corruption et de l'Impunité. Après l'investiture des membres du gouvernement, le Premier

suite à la page(16)



A Carte Blanche for the Black Masks

The Battle between Kenyan Cops and the Haitian People is About to Begin



A battalion of 400 Kenyan cops arrived in Haiti on Jun. 25 to begin the Multinational Security Support Mission (MMSS), concocted and funded by Washington.

by Kim Ives

Under the auspices and at the headquarters of Washington's Ministry of Colonial Affairs, also known as the Organization of American States (OAS), Gandy Thomas, Haiti's Acting Ambassador to the OAS, and Lazarus O. Amayo, Kenya's Ambassador to the U.S., on Fri., Jun. 21, 2024 signed a Status of Forces Agreement (SOFA), which define the parameters of the Multinational Security Support Mission (MMSS). Kenyan officers will pose as the MMSS commanders, although they in fact be following the orders and direction of their sponsor, Washington.

The SOFA's main purpose is to shield the U.S. proxy force from any prosecution for the crimes they will most surely commit in the coming days, as they try to snuff out Haitian resistance to their illegal deployment in Haiti.



MINUSTAH troops, which occupied Haiti from 2004 to 2017, had the same SOFA agreement as the Kenyan cops have today: total immunity for any crime they might commit.

"All MMSS personnel, including locally recruited personnel, **enjoy immunity from legal process** for **all acts performed in the exercise of their official functions** (including their words and writings)," the SOFA states (our emphasis). "This immunity continues to be in effect even when they are no longer members of the personnel or employed by the Mission and after the other provisions of this Agreement have expired."

In other words, the MMSS might drop bombs on densely packed slum neighborhoods, machine-gun protestors, poison waterways and lakes with sewage and chemicals, or rape young Haitian boys and girls, but there won't be a damn thing the Haitian people can do about it... legally.

After all, the MMSS's immunity provision has almost the exact same wording as that of the UN Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH), which did all of the above when it occupied Haiti from 2004 to 2017.

As a result, when Nepalese MINUSTAH troops carelessly let their cholera-laced sewage leak into the headwaters of the Artibonite River in late 2010, the UN at first tried to minimize and cover-up the criminal negligence, but then it resulted in a decade-long epidemic which killed over 10,000 Haitians and sickened close to one million.

Lawyers sought reparations for the cholera epidemic, first through the UN system and then in U.S. courts, but they got nowhere. The UN's "immunity" (Haitians say "impunity") was defended tooth-and-nail by Washington's legal teams.

Likewise, the Brazilian troops which firebombed Cité Soleil and shot to death many demonstrators, the Sri Lankan and Uruguayan troops who raped children all went unprosecuted in Haiti, like many other crimes committed by MINUSTAH forces.

Meanwhile, a battalion of 400 white-helmeted Kenyans finally landed in Haiti on Tue., Jun. 25, despite a high court order last January prohibiting their deployment. The MMSS's Kenyan contingent is supposed to finally be some 1,000 officers, complemented by smaller numbers from Benin, Tchad, Senegal, Burundi, Chile, Jamaica, the Bahamas, Barbados, Ecuador, and the Seychelles for a total of around 2,600.

The same day, thousands of Kenyans stormed the Parliament in Nairobi, the latest highwater mark in months of massive demonstrations against the slashing of fuel subsidies and proposed tax hikes of $2.7 billion, all so that Kenya can continue to pay the IMF interest on its crushing $48 billion debt that it will never be able to pay off. Protest leaders have been abducted, and at least two demonstrators are confirmed killed by cops in recent days.

Kenyan police are the most brutal and corrupt in all of Africa, say many human rights groups and even UN Special Rapporteurs over many years. They run their own death-squads, and less than a year ago, in July 2023, the UN Human Rights Office said it "is very concerned by the widespread violence, and allegations of unnecessary or disproportionate use of force, including the use of firearms, by police during protests in Kenya. Reports say up to 23 people have been killed and dozens injured in the demonstrations in the past week."

Other documents governing the MMSS, like the Conception of Operations (CONOPS) and the Rules of Engagement have still not been released, despite being finalized.

"They are trying to keep a lot of things secret," an anonymous source in the United Nations Office in Haiti (BINUH) told *Haïti Liberté*. "That's been the problem with the whole plan."

As the Kenyans were arriving in Haiti, a psychological operation was launched on Jun. 25 against the Viv Ansanm alliance of Haiti's armed neighborhood committees. In an anonymous audio recording distributed on Haitian social media, a man claims that Jimmy "Barbecue" Cherizier had fled his lower Delmas neighborhood and gone into hiding.

"I'm under stress, man," says the man in the recording. "I've been calling and calling all morning, trying to find General Barbecue, but he seems to have fled lower Delmas..."

"It's the voice of someone who put out that message in an effort to destabilize the Viv Ansanm alliance," Cherizier told *Haïti Liberté* when asked about the recording. "By saying that I had fled, he's trying to make the other guys in Viv Ansanm flee. It's an effort to destabilize us."

Some, mostly anonymous accounts on social media, have suggested that the Viv Ansanm alliance will disperse or plead to make a deal with the Conille government. The daily newspaper *Le Nouvelliste* ran a headline "*Jimmy Chérizier dit Barbecue veut dialoguer*."

Cherizier responded at length to such charges in a long Jun. 25 interview with YouTube journalist Ralph Laurent on his widely followed program Tanbou Verité.

"I tell the Haitian people to keep their strength. Haiti will not remain dominated for all time. One day, the Haitian people will carry out their liberation so Haiti can take the path of development.

"People that have military or police training know that there is never an eternal war. Russia is fighting with Ukraine but sometimes there are negotiations and diplomacy to see how they can find peace. In the same way, we in the Viv Ansanm are patriots and nationalists who love this country, contrary to what some people think. People can always decry many errors which were made, acts which perturbed the society. And that is why I – I don't need people to praise me – but one day this nation will know the sacrifices I have made for it, because each day I struggle with the Viv Ansanm guys, telling them: 'if you say you want to make a revolution, to see the country develop, if you are fighting to improve the conditions of the poorest people, there are a number of acts which you should not commit.'

"Some people will note that in recent days, the rate of kidnapping has decreased – I don't say that kidnapping has stopped – but that is the fruit of the work that Jimmy Cherizier has carried out. It is not the state or the police which have put a structure in place to have kidnapping decline. That's the result of our work, where among ourselves in Viv Ansanm we talk, and now a number of things which used to be done are no longer done.

"Now when *Le Nouvelliste* says Jimmy Cherizier wants to dialogue, I have always been open to dialogue. Some journalists... say that we are scared. We're scared of nobody. We're Dessalines' children... But if we can avoid a bloodbath, we'll see what we can do to avoid it. Because people are dying too much and victim too much in the country. The more we can sit and talk, we'll sit and talk.

"But Viv Ansanm, in general, especially Jimmy Cherizier 'Barbecue,' has made no personal initiative to speak with anybody in the government. I take this occasion to denounce a number of opportunists, guys who want a job from [Prime Minister] Garry Conille, who go around to all the hotels saying they have met and spoken with us and we sent them to negotiate for us... Officially, Viv Ansanm, Jimmy Cherizier, has not undertaken any negotiations with the Conille government... But we are open to dialogue... Conille could create a commission which has everybody in it: the protestant and Catholic churches, vodouisants, Civil society, the representatives of armed groups, government representatives, representatives of the police and army. Together we could dialogue and see how we could silence the guns, and when a real trust is established... because nobody should take us for little babies who they put to sleep so we put down our guns and they take them and then kill us...

"History is repeating itself here... The oligarchs together with the traditional politicians led a battle against President Jean-Bertrand Aristide in 2004, where they used the poor neighborhoods and politicians to destabilize the Aristide government. When they saw that didn't work, the United States had to step in and take Aristide out of the country.

"Now the oligarchs who put arms in the poor neighborhoods lost control of the guns. When they lost that control, there began to be violence in the country, kidnapping, people who were dying. Those same oligarchs with the U.S. brought MINUSTAH into Haiti. When MINUSTAH came in, many saw it as a savior. But when MINUSTAH came, the ghettos weren't everything that you see today, and MINUSTAH didn't succeed in pacifying the country. Instead, they imported cholera and rape, they raped little girls, little boys, like the Uruguayan soldiers did to a little 10-year-old boy in Port Salut, and they gave us cholera. The people became tired of that. The same people who went into the street to greet MINUSTAH demanded the departure of MINUSTAH...

"History is now repeating itself. The [oligarchs] put a lot of guns in the poor neighborhoods to destabilize the Jovenel Moïse government. When they saw that the demonstrations and everything they did couldn't get him out, finally in complicity with the imperialists... with the politicians and the oligarchs, they assassinated... Jovenel Moïse. Now they've lost control of the arms they put in the poor neighborhoods and they had to call in a group of assassins and mercenaries from Kenya on the pretext that they will crush the gangs and battle Viv Ansanm. They will fight. Viv Ansanm will fight. The Kenyans are protecting the interests of the American oligarchs... That's why they brought them here...



Jimmy "Barbecue" Cherizier: "The Kenyans are protecting the interests of the American oligarchs. That's why they brought them here."

"You can kill 10 or 20 people, but you can't kill an entire people. Haitians, in their DNA, are rebels... We are fighting against a system. The system to regenerate itself, is calling on the Kenyan force...

"The arrival of this Kenyan force is going to lead us directly into a civil war.... If they don't want to dialogue with us, if they want to be the foreigners' servants, ready to do whatever the foreigners tells them or wants, the foreigners wanted a foreign force to come in, they looked for an African country to humiliate us, it's almost like they want to tell us 'since Africa, blacks have been betraying each other.' That lie is how they've always divided us...

"Haiti has always been the mother of liberty. Those guys are trampling the soil of liberty. There is a team of young men and women who are ready to fight to their last drop of blood to liberate Haiti."

LE MONDE VA-T-IL VERS LA DROITE ?



Par Guillermo Cieza

La victoire de Milei en Argentine est le reflet local d'une tendance mondiale, s'alimente de la supposition que le centre de l'univers est l'Europe, et que nous, nous sommes le nombril de l'Amérique latine.

Si nous évoquons la dérive des puissances occidentales, nous devons rappeler que le dernier président des États-Unis de tendance démocratique ou progressiste a été James Carter qui a gouverné de 1977 à 1981, il y a plus de 40 ans. Tous ceux qui sont venus après, y compris l'afro-descendant Barack Obama, ont été autoritaires à l'intérieur et très agressifs à l'extérieur, ils ont organisé des blocus, des guerres et des crimes sélectifs. Le panorama de l'Europe n'a pas été meilleur. Comme l'a bien dit Marcos Roitman dans un article publié récemment dans La Jornada : « *Depuis les années 70, la ligne qui séparait le projet totalitaire issu du troisième Reich d'une proposition social-démocrate s'est estompée. La victoire de Margaret Thatcher a été le point d'inflexion. L'adoption des politiques néolibérales et de l'économie de marché a dévoilé le véritable visage de l'Union européenne.* » En d'autres termes, il n'a pas fallu que Meloni gagne pour que l'Europe soit gouvernée par la droite.

La grande nouveauté dans le monde est que certains Gouvernements se dirigent plus vers la droite mais que d'autres puissances qui commencent à remettre en question la condition de gendarme du monde des États-Unis et qui ont développé des économies qui peuvent remettre en question l'hégémonie du dollar sont en train d'émerger. En ce qui concerne l'Amérique latine, la grande nouveauté est que sur les 5 pays ont le plus de poids politique dans la région (le Brésil, le Mexique, l'Argentine, la Colombie et le Venezuela), 4 ne sont pas gouvernés par la droite.

La croissance de l'extrême droite en Europe est une expression de la recherche d'une issue face à l'évidence que la mondialisation libérale a échouée. S'y ajoute le fait que la guerre en Ukraine a causé de graves préjudices économiques et, sur le plan militaire, la douloureuse confirmation qu'ils ne peuvent pas renverser la Russie.

L'extrême droite européenne est nationaliste et peut affaiblir encore plus l'Union européenne comme l'ont déjà fait les Anglais avec le Brexit. Le différend, aux États-Unis est celui de la décadence d'un empire que les deux candidats qui ont 78 et 81 ans, illustrent bien, le dernier d'entre manifestant des signes de démence sénile. D'un côté, le président Biden continue à insister pour soutenir une mondialisation décadente et de l'autre, Trump propose un repli des États-Unis sur sa propre économie pour essayer de se sauver en tant que grande puissance.



L'extrême droite de Milei n'est pas nationaliste. Au contraire, il se présente comme un collabo pour servir les intérêts et les conceptions des États-Unis et d'Israël. Du point de vue historique, c'est une position très semblable à celle qu'ont eu certaines oligarchies latino-américaines au début du XIXe siècle. Elles insistaient pour rester liées à la domination espagnole quand cet empire était en pleine décadence. Elles n'étaient ni indépendantistes ni des traîtres, mais des lucides comme Rivadavia, qui prévenait que de nouvelles puissances hégémoniques étaient en train d'émerger, et que les meilleures affaires étaient là.

Milei n'est pas en accord avec les changements mondiaux comme l'était Menem qui embrassait les mondialistes Thatcher et Reagan. Le fait est que chaque fois qu'il voyage pour chercher des capitaux, il revient en annonçant qu'il a acheté des avions, des bateaux ou de la logistique pour renforcer la répression. Si Trump gagne aux États-Unis il va poursuivre sa politique destinée à envoyer les capitaux vers son pays et à raccourcir les chaînes de valeur.

Une des grandes faiblesses du gouvernement de Milei est que sa proposition est dissociée du fonctionnement actuel du monde et que cette déviation va s'exprimer dans l'économie. Il n'y a aucun signe que la chute de l'économie et de la consommation puisse être renversée. La perspective est celle d'un ajustement permanent jusqu'à ce que le peuple décide de poser des limites. Le Gouvernement de Milei est également déplacé en proposant une perspective contradictoire avec la situation géographique du pays qu'il préside. Notre Amérique est la partie du continent et du monde dans laquelle il y a le plus de luttes de résistance aux politiques ratées du néolibéralisme et des progressismes libéraux. C'est l'endroit de la planète qui a le plus de possibilité pour formuler et construire de nouvelles propositions civilisatrices.



Etats-Unis, deux candidats de droite Donald Trump et Joe Biden



L'inquiétante percée de la droite internationale

Que six mois après son installation, un Gouvernement commence à dénoncer des coups d'Etat et accuse un large éventail de l'opposition qui comprend l'église, des universités, des syndicats, des mouvements sociaux, des producteurs, des scientifiques, des organisations de femmes et des organisation dissidentes d'être des « terroristes » est une manifestation de faiblesse, pas de force.

Cela produit de la peur, mais il n'est pas bon que la peur nous embue le regard.

Tramas 16 Juin 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 17 Juin 2024

Le G7 perd du terrain face aux BRICS



La photo de famille du sommet du G7 en Italie, le 13 juin 2024

Par M.K. Bhadrakumar

L'une des transformations cachées du système international au cours des dernières années a été l'accaparement du G7 par Washington pour en faire son « cabinet de cuisine » dans le système transatlantique. Le « rétrécissement » du G8 au G7 en mars 2014 à la suite du coup d'État en Ukraine a été un moment décisif qui a signalé qu'il n'y aurait pas de dividendes de la paix de l'après-guerre froide. Le G7, qui avait été conçu comme un groupe de pays pilotant l'économie mondiale, a fini par devenir le véhicule de la rivalité des grandes puissances pour préserver l'hégémonie mondiale des États-Unis. L'isolement de la Russie – et dernièrement de la Chine – est devenu son leitmotiv.

Avec l'échec du projet occidental d'isoler la Russie, le G7 s'est égaré et a perdu le sens de l'orientation. L'Italie, hôte rotatif du sommet du G7 cette année, a fait de l'intelligence artifcielle (l'IA) une question clé du sommet. Le Premier ministre Giorgia Meloni a été invité par un hôte improbable, le pape, à faire une apparition sans précédent à l'événement du G7 dans l'hôtel italien à la mode Borgo Enyatia pour plaider en faveur de la réglementation de l'intelligence artificielle, une technologie qu'il a qualifiée de potentiellement nuisible. Le pape François était chimiste avant d'entrer au séminaire et s'appuiera apparemment sur sa formation scientifique pour éclairer ses prises de position. Sous la direction de M. Meloni, l'Italie a de plus en plus examiné la technologie de l'intelligence artificielle et a temporairement interdit ChatGPT* en mars 2023, devenant ainsi le premier pays occidental à le faire.

De même, le G7 cherche désespérément à dépasser le club fermé des démocraties occidentales en pilotant une ambitieuse campagne de sensibilisation et en publiant une liste inhabituellement longue de dirigeants du monde non occidental invités au sommet. Outre l'Ukraine, Meloni a invité les dirigeants de l'Inde, du Brésil, de l'Afrique du Sud, de la Turquie, de l'Arabie saoudite, de l'Argentine, de l'Algérie, du Kenya et de la Mauritanie à participer à la réunion. Il est impossible de savoir quelle a été la logique appliquée.

Mais c'est de la realpolitik et le G7 espère combler le hiatus « Occident contre le reste » dans la liste des participants à la suite de la crise ukrainienne. En fait, les « invités de marque » assisteront demain à la finale d'un drame géopolitique qui est au cœur du sommet du G7 : la tentative des dirigeants du groupe, qui dure depuis des mois, de prendre une décision sur l'utilisation des dividendes des avoirs russes gelés pour répondre aux besoins militaires de l'Ukraine.

Pour rappel, dans le cadre des « sanctions de l'enfer » prises par l'Occident contre la Russie en 2022, l'Union européenne, le Canada, les États-Unis et le Japon ont gelé les avoirs de Moscou dans les banques occidentales pour un montant de 300 milliards de dollars. (Seuls 5 à 6 milliards de dollars environ se trouvent aux États-Unis, tandis que 210 milliards de dollars sont stockés en Europe, mais la décision d'utiliser le produit des avoirs russes a été prise par Washington avec l'intention cachée de faire payer à l'Europe les conséquences de la guerre.

Sans surprise, les membres européens et le Japon se sont opposés aux pressions américaines visant à inclure une disposition sur l'utilisation des revenus des avoirs russes gelés dans la déclaration commune du G7 qui doit être adoptée. La CNN a rapporté lundi que les fonctionnaires américains tentent toujours de se mettre d'accord sur les « détails financiers les plus sensibles » du plan relatif aux avoirs russes, étant donné que les pays du G7 ne sont pas encore parvenus à un consensus et que les discussions se poursuivent en ce qui concerne « la forme exacte de l'assistance fournie, ainsi que les garanties de restitution de ces fonds ».

Cela dit, il ne faut pas s'étonner si les Européens récalcitrants finissent par rentrer dans le rang. Il ne fait aucun doute que la décision du G7 de s'approprier l'argent russe dans les banques occidentales était déjà assez mauvaise, mais utiliser les profits de ces banques pour financer les besoins de l'Ukraine est, pour le moins, un acte de brigandage.

Les États-Unis ont tout à gagner si le gel actuel des relations entre la Russie et l'Europe atteint un point de non-retour, car l'Europe est sûre de supporter le poids des représailles de Moscou. Si le G7 adopte une telle mesure, il affaiblira le système financier mondial. En violant effrontément le droit international, le G7 créera un précédent qui sapera la confiance dans les institutions européennes.

Il sera intéressant de voir comment les dirigeants du G7 expliqueront aux pays « de proximité », issus en grande partie des BRICS, que la Russie est une exception et qu'une telle pratique ne sera pas un jour utilisée contre l'Inde, la Turquie, l'Arabie saoudite ou un autre État.

Le spectre du 16e sommet des BRICS à Kazan (16-18 octobre), présidé par le président russe Vladimir Poutine, hante le G7. Moscou a fait savoir que si les trois dernières années se sont terminées par l'expansion des BRICS, la nouvelle phase à venir veillera à ce que les participants dans un format élargi créent une structure viable dans laquelle les pays membres travailleront de manière ciblée pour développer une structure viable.

L'un des thèmes importants du sommet des BRICS à Kazan sera la création d'une monnaie unique au sein du groupe, ce qui simplifiera et élargira considérablement les relations économiques des pays membres dans un contexte de pression croissante de la part de l'Occident.

S'exprimant lors de la conférence du SPIEF à Saint-Pétersbourg la semaine dernière, M. Poutine a annoncé la création d'un tel système de paiement indépendant. Le ministre des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a confirmé par la suite qu'une plateforme de paiement en monnaies nationales était en cours de développement.

Les pays BRICS ont compris que la création d'une monnaie unique était devenue une nécessité aujourd'hui en raison des sanctions imposées par les États-Unis et l'Union européenne. M. Lavrov a noté que « les récents événements internationaux ont fait tomber les masques » de l'Occident, qui a tenté d'imposer ses propres valeurs aux autres pays sous le couvert de valeurs universelles et de remplacer le dialogue égalitaire par des « coalitions étroites » qui s'attribuent le droit de parler au nom du monde entier.

Les BRICS, a souligné M. Lavrov, impliquent un type de partenariat totalement opposé, c'est-à-dire tout sauf une structure en bloc et, au contraire, un format fondamentalement ouvert, qui implique de travailler uniquement dans les domaines qui présentent un intérêt mutuel pour tous les participants, grands et petits. Des rapports suggèrent qu'une trentaine de pays ont demandé à devenir membres des BRICS.

Entre-temps, en termes « systémiques », le G7 entre dans des eaux inexplorées. Les partis d'extrême droite prennent d'assaut les centres de pouvoir en Europe. En ce qui concerne le sommet du G7, Politico a écrit :

« Rêvez un peu. Le sommet du G7, qui se tient dans la station balnéaire de Borgo Egnazia, dans le sud de l'Italie, présente sans doute le plus faible rassemblement de dirigeants que le groupe ait connu depuis des années. La plupart des participants sont distraits par des élections ou des crises nationales, désillusionnés par des années de mandat ou s'accrochant désespérément au pouvoir".

« *Le Français Emmanuel Macron et le Britannique Rishi Sunak* mènent tous deux des campagnes électorales rapides qu'ils ont déclenchées dans un ultime effort pour inverser leur tendance".

« *L'Allemand Olaf Scholz* a été humilié par les nationalistes d'extrême droite lors de l'élection du Parlement européen le week-end dernier et pourrait bientôt être renversé à son tour."

« Justin Trudeau, premier ministre du Canada depuis neuf ans, a ouvertement envisagé de quitter son poste « fou ».

« Au Japon, *Fumio Kishida jouit d'une cote de popularité au plus bas, à l'approche d'une course à la direction du pays qui aura lieu dans le courant de l'année."*

« Et puis il y a Joe Biden.

Hunter, le fils du président américain âgé de 81 ans, a été reconnu coupable d'accusations liées aux armes à feu mardi, à peine deux semaines avant le premier débat crucial de son père avec un Donald Trump résurgent dans une campagne présidentielle que le démocrate risque fort de perdre."

Par-dessus tout, l'angoisse est palpable dans l'esprit des Européens : si Trump l'emporte lors de l'élection de novembre, ce qui bouleversera la démocratie, il n'aura peut-être même pas le temps ou la patience de tolérer un forum archaïque tel que le G7. Au vu de ce sombre paysage, il n'est pas surprenant que Mme Meloni ait pris les choses en main et décidé d'utiliser le sommet à ses fins en élaborant un ordre du jour qui s'articule autour des intérêts stratégiques de l'Italie – l'Afrique, les migrations et la Méditerranée.

Ndlr.

ChatGPT est un prototype d'agent conversationnel (chatbot) utilisant l'intelligence artificielle, développé par OpenAI et spécialisé dans le dialogue. Il est basé sur les grands modèles de langage d'OpenAI GPT-3.5 et GPT-41. L'outil est disponible au grand public depuis le 30 novembre 2022 et il a pour objectif de générer des textes à la demande, en fonction de la consigne donnée par l'utilisateur

Indianpunchline 13 Juin 2024
Arrêt sur info 15 juin 2024

Nous sommes aux côtés de Pinar Selek jusqu'à son acquittement définitif



Le 28 juin, Pınar Selek sera jugée pour la 5ème fois par l'État turc.

Angela Davis, Rokhaya Diallo, Adèle Haenel, Judith Bulter, Annie Ernaux, Esquivel Adolfo Pérez, Aslı Erdo an, Elsa Dorlin, Souad Labbize, Isabelle Stengers, Rigoberta Menchú Tum, Carola Rackette, Francis Dupuis-Déri, Isabelle Cambourakis, Sepideh Farsi, Tal Madesta, Michael Löwy, Johanna Makabi, Myriam Bahaffou, Chahla Chafiq, Inès Léraud, Jules Falquet, Nina Faure, Morris Kachani, l'Union syndicale Solidaires, l'Association républicaine des avocat-e-s d'Allemagne et plus de 250 personnalités et organisations à travers le monde signent une tribune transnationale en solidarité avec Pınar Selek en vue de son procès le 28 juin 2024.

Il y a 26 ans, en Turquie, Pinar Selek a été arrêtée pour sa recherche sur la résistance kurde. Conformément à l'éthique professionnelle sociologique, elle refuse de livrer l'identité des interviewé-es : elle est torturée et maintenue en détention. Elle apprend en prison qu'elle est accusée d'un « attentat », survenu sur le marché aux épices d'Istanbul – il s'agit en vérité d'une explosion de gaz accidentelle. Elle reste près de deux ans en prison.

Elle est acquittée une première fois en 2006, mais le parquet fait appel. L'acharnement judiciaire commence avec sa valse de procès débouchant toujours sur des acquittements, faute de preuve, mais ceux-ci sont cassés et entraînent un nouveau jugement… Malgré tout, Pınar Selek poursuit ses travaux de recherche, d'écriture, ainsi que ses engagements au cœur des mouvements sociaux, s'organisant dans les collectifs féministes et LGBT+, et menant de grandes actions antimilitaristes.

En 2008, elle doit se résoudre à l'exil. Elle enseigne aujourd'hui la sociologie à l'université en France et continue de mener ses activités professionnelles et militantes en dépit de la menace constante que fait peser sur elle le pouvoir et les fascistes turcs, y compris sur le sol français.

Comme pour des centaines de prisonnières et prisonniers politiques, le gouvernement turc utilise son cas comme un exemple pour tenter de faire taire toutes les voix dissidentes et les alternatives politiques.

Le 28 juin prochain, elle sera à nouveau jugée et risque la prison à vie.

Au niveau mondial, nous assistons au renforcement d'une droite autoritaire, aux menaces qui pèsent sur la liberté d'expression et de recherche, et à la répression accrue des mouvements civils. Nous voyons comment les États, les multinationales et les élites sont complices dans la défense de leurs intérêts face à la pauvreté de masse, au chaos climatique et aux massacres.

Cette sombre conjoncture mondiale met en évidence le rôle clé des défenseurs et défenseuses des droits fondamentaux, le contre-pouvoir des sociétés civiles et des mouvements sociaux. Dans ce contexte, peut-être plus que jamais, nos luttes et nos analyses doivent s'enraciner dans la solidarité transnationale.

Pınar Selek utilise sans relâche ses compétences pour la justice, la liberté et l'égalité. C'est pourquoi, malgré la multitude de contextes différents dans lesquels nous vivons et luttons, nous reconnaissons que nous faisons partie d'un même mouvement, et que l'issue de ce procès déterminera le terrain politique dans lequel nous évoluerons à l'avenir.

Nous appelons à nous tenir fermement aux côtés de Pınar Selek le 28 juin, à Istanbul et ailleurs, et à rejoindre la campagne transnationale pour son acquittement définitif, dans un effort de libération collective.

Justice et liberté pour Pınar Selek, justice et liberté pour toutes et tous. Jin, Jiyan, Azadî*.

*Femme, vie, liberté en kurde. Ce slogan des femmes kurdes résonne aujourd'hui dans la révolution féministe iranienne, et à travers le monde.

Pressenza 17 Juin 2024

Le point sur l'audience de libération conditionnelle de Leonard Peltier

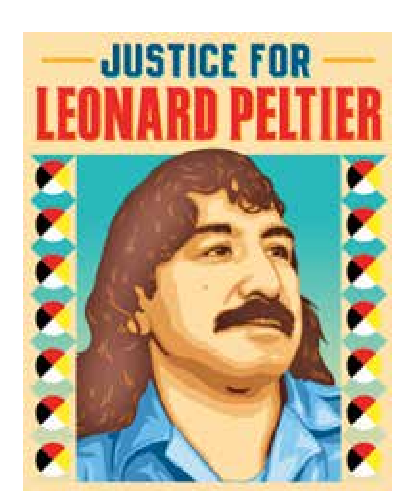
Le comité ad hoc officiel de Leonard Peltier a publié cette déclaration des avocats de Peltier le 12 juin dernier.

Nous avons commencé cette année avec une devise triomphale, inventée par frère Dhoruba bin Wahad : « Nous n'abandonnerons pas le combat ». Nous nous battrons pour la liberté de Leonard. La lutte pour la liberté de Leonard n'est pas terminée – jusqu'à ce qu'elle soit terminée. Nous utiliserons tous les mécanismes juridiques disponibles pour obtenir sa libération, mais nous savons que la loi et la justice ne sont pas la même chose et que la loi à elle seule ne suffit pas pour accéder à une justice significative. À ce titre, nous encourageons un soutien juridique continu mais également un soutien social et politique à Leonard.

Leonard a eu son audience de libération conditionnelle le lundi 10 juin 2024, et on sent qu'il a été le plus accompagné possible. Nous sommes conscients que le processus de libération conditionnelle lui-même, comme tous les éléments du système pénal, est à la fois un processus politique et juridique, et les défauts de ce processus concernant spécifiquement Leonard ont été méticuleusement documentés par le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire. L'enquête appropriée de la commission consiste à évaluer la personne qui se présente devant elle, et non l'infraction présumée.

L'audience de libération conditionnelle de Leonard a duré plus de sept heures. Il n'y avait rien d'inattendu dans l'audience elle-même. Les proches survivants des agents tués le 26 juin 1975 ont fait des déclarations, tout comme les représentants du FBI et du bureau du procureur américain pour le district du Dakota du Nord.

Le Dr Joel Rene Morrissey et l'organisateur Nick Tilsen, les deux seuls témoins autorisés à témoigner,



ont parlé de manière convaincante de la grave détérioration de l'état de santé de Leonard et des plans établis pour prendre soin de Leonard après sa libération. Le Dr Joel Morrissey, en particulier, a donné un témoignage approfondi soulignant la négligence médicale à long terme à laquelle M. Peltier est soumis.

L'avocate principale, Jenipher Jones, qui était présente à l'audience de libération conditionnelle, élabore la stratégie juridique globale et le cadre concernant les mesures de redressement post-condamnation, les droits civils et humains de Leonard. Au cours de l'année écoulée, l'avocat Jones s'est efforcé de garantir que les soins médicaux de Leonard soient à la fois constitutionnellement suffisants et conformes aux dispositions relatives aux droits de l'homme. L'avocat Jones développe également l'analyse constitutionnelle concernant tous les aspects du cas de M. Peltier.

La co-avocate estimée de Mme Jones, l'avocate Moira Meltzer-Cohen, a brillamment développé et présenté les arguments en faveur de la libération de Leonard. L'avocat Meltzer-Cohen a également, en partie, développé le cadre juridique de la libération conditionnelle de Leonard. Malheureusement, Kevin Sharp n'a pas été autorisé à présenter ses arguments à l'examinateur-auditeur ni à présenter des preuves lors de l'audience.

La fierté et la personnalité de Leonard transparaissent

Leonard a été interrogé sur les infractions sous-jacentes, mais il a également eu l'occasion de parler de ses petits-enfants, et sa personnalité et sa fierté ont vraiment transparu. Une quantité considérable de documents a été présentée et nous espérons que l'examinateur a été convaincu du fait évident que, s'il était libéré, Leonard ne risque pas de violer la loi et qu'après 50 ans, sa libération ne sera pas considérée comme une promotion manque de respect pour la loi.

Les avocats Jones et Meltzer-Cohen s'attendent à une décision dans les 21 jours et sont chargés de diriger tous les appels nécessaires et les litiges ultérieurs, même s'ils espèrent qu'une telle action ne sera pas nécessaire.

Nous remercions tous ceux qui ont contribué à ce processus, y compris les familles, nos mentors, et nous remercions les étudiants de l'avocat Meltzer-Cohen à la CUNY School of Law, la National Conference of Black Lawyers (NCBL) et la National Lawyers Guild (NLG), deux organisations dont l'avocat Jones est membre du conseil d'administration. Nous exprimons également notre sincère gratitude aux membres du NLG Mass Incarceration Committee Old Law Prisoner Project, au professeur Chuck Weisselberg, à l'avocat Brad Thompson, au professeur Audrey Bomse, au Dr Joel Morrissey, au Dr Giselle Dias, à Kalonji Jama Changa, à Silja Talvi, au Leonard Le Comité Ad Hoc Officiel Peltier et le Mouvement Jericho ainsi que tous ceux qui ont soutenu leur travail et leur plaidoyer.

Ce travail s'inscrit dans la longue tradition du travail de libération des peuples autochtones du monde entier : lorsque nous combattons, nous gagnons.

Workers World 19 juin 2024

Deux sommets pour quel avenir mondial ?



Le Forum Economique Mondial de Saint-Pétersbourg

Par Saïd Bouamama

Début juin, le Forum Economique Mondial de Saint-Pétersbourg a précédé le «Sommet pour la paix en Ukraine », qui s'ouvre demain en Suisse. Comparer ces deux rencontres internationales met en lumière une contradiction géopolitique d'avenir. A savoir, la poursuite de la domination occidentale sur le reste du monde opposée à la vision multipolaire défendue par les BRICS et plusieurs pays du Sud. (I'A)

Comme chaque année depuis 1997, la ville russe de Saint-Pétersbourg a accueilli le Forum économique international entre le 5 et le 8 juin derniers. Au fil des années, ce Forum, regroupant pour cette édition 18 000 participants provenant de 139 pays, est devenu un des principaux révélateurs de l'état de l'économie russe.

Le thème choisi pour ce sommet annonce d'emblée la couleur : *« Les fondements d'un monde multipolaire : la création de nouveaux espaces de croissance »*. Les titres choisis pour les 400 évènements, débats, table-rondes et rencontres thématiques sont également significatifs. Citons en quelques-uns : *« Objectifs des BRICS dans le contexte du nouvel ordre mondial »* ou *« L'empire du mal : l'Occident a-t-il réussi à diaboliser la Russie »* ou enfin *« La transition vers un modèle multipolaire de l'économie mondiale »*.

La liste des plus de 17 000 participants au forum de cette année parmi lesquels se trouvent des chefs d'Etat et des ministres, des experts économiques et des chefs d'entreprise, est à elle seule parlante. Si les pays occidentaux sont quasi-totalement absents, l'Afrique, l'Asie et l'Amérique Latine sont massivement représentés. Du Venezuela à la Chine, d'Oman à l'Inde, du Zimbabwe à la Bosnie, du Vietnam à la Bolivie, etc., le Forum a réuni la majeure partie de l'humanité.

A elles seules, ces présences des Sud permettent de tirer un bilan d'échec de la stratégie occidentale d'isolement de la Russie qui a accompagné la guerre en Ukraine.

Le FMI confirme la croissance russe

Non seulement la Russie n'est pas isolée mais elle se présente au Forum avec des résultats de croissance économique mettant en exergue l'échec des sanctions qui lui ont été imposées du fait de la guerre en Ukraine.

La publication des derniers chiffres du Fond Monétaire International sont mis en avant par Vladimir Poutine pour souligner l'échec des sanctions.

Ces chiffres publiés à la mi-avril indiquent en effet une prévision de croissance du Produit Intérieur Brut russe de 3.2 % en 2024. A ce propos, le rapport du FMI souligne « une croissance nettement supérieure à celle du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne ». A titre comparatif le taux de croissance prévu pour les Etats-Unis est de 2.7 %, celui du Japon de 0.9 %, et celui de la France de 0. 7 %.

Lors de son intervention au Forum, Vladimir Poutine a donné sa lecture de cet échec des sanctions. Il a ainsi précisé que les échanges russes avec l'Asie ont augmenté de 60 % ; ceux avec l'Afrique de 69 % et ceux avec l'Amérique Latine de 42 %.

Etat des rapports de force mondiaux

Nous sommes bien en présence d'une réorientation globale de l'économie russe, d'un découplage massif avec l'Occident. Cette stratégie a été théorisée par l'économiste russe Sergueï Karaganov, directeur du Conseil de politique étrangère et de défense.

Dans un document publié en 2023, Karaganov appelle à orienter l'économie russe vers ce qu'il appelle « la Majorité mondiale » ; soit « les pays du Sud et de l'Est » qui « sont des alliés naturels de la Russie dans la démocratisation de l'ordre mondial, l'élimination des pratiques néocoloniales, des outils de pression et de chantage des systèmes politiques et monétaires mondiaux ».

Analysant les contradictions qui caractérisent notre monde, le document stratégique les présente comme suit : *« Le principal conflit du monde moderne est la contradiction entre, d'une part, la volonté de l'Occident, avec à sa tête les États-Unis, de préserver son hégémonie de cinq siècles qui lui a permis de redistribuer les richesses du monde en sa faveur et d'imposer sa culture et ses ordres politiques au monde et, d'autre part, le désir des pays non occidentaux d'accéder à une souveraineté pleine et entière, non contrainte par les dogmes, les institutions et les ordres de l'Occident. Seule une véritable souveraineté garantit la liberté de développement et permet une participation équitable à l'économie mondiale. »*

On peut certes être en désaccord avec la stratégie russe mais force est de reconnaître sa cohérence, car c'est celle-ci qui explique qu'autant de pays du Sud, ayant des systèmes sociaux et politiques aussi divers, renforcent leurs liens économiques et politiques avec la Russie.

« Le Sommet pour la paix en Ukraine »

Le Forum de Saint-Pétersbourg précède d'une semaine à peine un autre sommet dénommé « Sommet pour la paix en Ukraine». Près de deux ans après le début de la guerre, ce sommet organisé sur demande des autorités ukrainiennes, est accueilli par le gouvernement Suisse en raison de son image de neutralité. La dénomination même de l'évènement est l'objet de désaccords.

Si le président ukrainien parle de « sommet pour la paix », les autorités suisses plus prudentes utilisent une autre expression, à savoir « Conférence de haut niveau sur la paix en Ukraine ». D'ores et déjà, l'ensemble des pays occidentaux ont annoncé leur participation ainsi que l'Union Européenne.

La crédibilité de ce sommet est d'emblée remise en cause par de nombreux pays comme la Chine ou le Brésil. De nombreux pays seront donc volontairement absents et en particulier de nombreux Etats d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine qui reproche aux organisateurs de ne pas avoir invité la Russie.

Ainsi par exemple le porte-parole du ministère des Affaires Etrangères chinois a déclaré : *« Il sera difficile à la Chine de participer au sommet si la Russie n'y est pas conviée. […] Il existe un décalage évident entre d'un côté les dispositions prises pour la conférence et de l'autre les demandes de la Chine et les attentes générales de la communauté internationale, ce qui rend difficile la participation de la Chine »*.



Le «Sommet pour la paix en Ukraine »

Le président Zelensky n'a pas caché sa colère en accusant la Chine de saboter le « sommet » : « *Malheureusement, la Chine s'efforce aujourd'hui d'empêcher des pays de venir au Sommet de paix […] Il est regrettable qu'un pays aussi gros, aussi indépendant et aussi puissant que la Chine soit un instrument entre les mains de Poutine. » La réponse de la Chine a été immédiate et cinglante : « La Chine n'a jamais alimenté les flammes du conflit en Ukraine »*.

Un échec programmé

Alors que Macron a annoncé sa participation, Joe Biden s'est défaussé en indiquant que ce sera la vice-présidente Kamala Harris qui représentera les Etats-Unis. Le motif invoqué est celui d'une indisponibilité, le président devant participer le même jour à une soirée de collecte de fonds pour la campagne démocrate organisée par George Clooney. Dépité, le président ukrainien s'est contenté de déplorer la nouvelle en déclarant : *« Poutine applaudira »*…

D'ores et déjà, le sommet suisse apparaît, au pire, comme un échec complet ; au mieux, comme une expression politique des seuls pays occidentaux soutenant l'Ukraine.

C'est pourquoi le Brésil et la Chine ont annoncé leur intention d'organiser un contre-sommet. En effet, le 23 mai dernier, les deux Etats ont déclaré *: « La Chine et le Brésil soutiennent une conférence de paix internationale tenue à un moment approprié et reconnue par la Russie et l'Ukraine, avec une participation égale de toutes les parties ainsi qu'une discussion équitable de tous les plans de paix »*.

La comparaison entre ces deux évènements internationaux, le Forum Economique de Saint-Pétersbourg et la conférence pour la paix en Ukraine met une nouvelle fois en évidence la contradiction centrale de notre monde entre hégémonisme occidental et aspiration à un monde multipolaire.

Investig'Action
14 Juin 2024

Bananes sanglantes : Chiquita condamnée aux USA pour ses crimes en Colombie



Détail d'une toile de Diego Rivera montrant le secrétaire d'État usaméricain John Foster Dulles tendant une bombe au colonel putschiste Carlos Castillo Armas

Par Reinaldo Spitaletta

Les actions de l'United Fruit Company, rebaptisée en 1989 Chiquita Brands International, dans une grande partie de l'Amérique centrale et de la Colombie sont terrifiantes. Son histoire d'iniquités comprend, parmi une vaste collection d'infamies, les méthodes d'acquisition des terres depuis la fin du XIXe siècle, y compris les manœuvres de sabotage propageant le sigatoka noir, l'exploitation impitoyable des travailleurs, souvent réduits en esclavage, et la participation à des massacres, comme celui de 1928 dans la zone bananière colombienne.

Chiquita Brands International

Il convient de rappeler, par exemple, l'ingérence de la compagnie transnationale dans le coup d'État contre le président guatémaltèque Jacobo Árbenz en 1954, encouragé par la CIA, alors que ce président démocratiquement élu avait mis en œuvre des réformes agraires et du travail avec l'objectif social d'améliorer la situation des travailleurs. En substance, outre la production de bananes et d'autres fruits, l'entreprise, aux mains maculées de sang depuis ses origines, a soutenu des gouvernements autoritaires.

Récemment, un tribunal de Floride aux USA a condamné la compagnie que l'écrivain costaricien Carlos Luis Fallas avait baptisé "Mamita Yunai"*, fer de lance du néocolonialisme, pour avoir financé les Autodéfenses unies de Colombie et parrainé leurs actions criminelles, qui ont conduit à la violation systématique des droits humains de la population civile dans l'Urabá et le Magdalena. En 2007, comme on l'a peut-être déjà oublié, il avait été prouvé que Chiquita Brands avait soutenu les paramilitaires avec de l'argent et d'autres ressources entre 1997 et 2004.

Le tribunal du district sud de Floride a jugé la multinationale responsable des conséquences pénales de son financement du paramilitarisme, suite à l'action en justice intentée par certaines familles qui ont subi les conséquences désastreuses de ce parrainage. Bien qu'il existe des milliers de plaintes contre Chiquita Brands émanant de milliers de victimes de ses abus, dans ce cas-ci, la décision est favorable à huit des neuf familles qui, depuis près de vingt ans, persistent à demander justice pour l'assassinat de leurs proches.

Ce procès contre Chiquita Brands n'est qu'un exemple parmi tant d'autres qui ne manqueront pas de se produire ou qui sont déjà en cours. Il y a aussi le jugement de l'histoire. Les manœuvres et les excès de l'entreprise transnationale, qui a laissé un sillage de désolation et de misère, ainsi que des morts en masse, sur son passage dans le Magdalena, sont ténébreux. L'enclave qu'elle a créée dans la Zona Bananera, avec la complaisance des différents gouvernements colombiens à genoux devant les diktats de Washington, a laissé dans son sillage une litière de feuilles mortes (comme le note le premier roman de García Márquez, Des feuilles dans la bourrasque) et d'autres désolations, ainsi qu'une traînée de sang de travailleurs.

L'enfer dans lequel un peu plus de trente mille travailleurs de la «Yunai» ont été consumés dans diverses épreuves, a eu son expression la plus horrible dans le massacre de 1928, dans lequel, selon les documents des USA eux-mêmes (l'Ambassade à Bogota et le Département d'État), il y a eu plus d'un millier de morts.

La littérature, à son tour, en tant que témoignage des atrocités commises par la compagnie, a laissé de belles et douloureuses archives, comme la partie de Cent ans de solitude qui raconte le massacre des bananeraies, ainsi que le roman La casa grande, d'Alvaro Cepeda Samudio. Il existe d'autres textes, comme la nouvelle Si no fuera por la zona caramba, de Ramón Illán Bacca, sur la même histoire malheureuse, et en Amérique centrale, en particulier au Guatemala, Miguel Ángel Asturias, dans sa Trilogie bananière, met en lumière les exactions de l'entreprise bananière.

Chiquita, qui a fait ce qui lui chantait dans l'Urabá, a été condamnée à payer plus de trente-huit millions de dollars aux familles de huit Colombiens (sur les milliers qui sont morts dans cette région et dans d'autres régions du pays) tués par des paramilitaires. L'ONG EarthRights International, qui représente les victimes, a déclaré : « Ce verdict envoie un message fort aux entreprises du monde entier : profiter des violations des droits humains ne restera pas impuni ».

La multinationale avait payé une amende de 25 millions de dollars en 2007 pour son parrainage du paramilitarisme, mais aucune partie de l'argent n'est allée aux victimes, seulement au Trésor usaméricain. La mise en lumière du parrainage de cette horde d'assassins par cette entreprise remet en question la manière dont d'autres, toujours impunies, ont protégé le paramilitarisme. On se souvient, par exemple, que Carlos Castaño avait déclaré qu'un groupe de six personnes très puissantes, dont des membres de l'Église et des grands patrons, avaient béni et cautionné cette barbarie.

Le premier verdict du jury de Floride susmentionné pourrait ouvrir d'autres portes, non seulement pour l'indemnisation des victimes, mais aussi pour la connaissance de la vérité sur le terrible conflit interne colombien. Salvatore Mancuso a déjà commencé à "chanter" et d'autres liens et déclarations pourraient apparaître sur ceux qui ont fait partie et soutenu les escadrons de la mort, qui ont perpétré des massacres partout, qui ont rasé des terres, qui ont encouragé les terribles "faux positifs" et qui ont mis la Colombie à feu et à sang.

Oui, ce premier verdict en Floride est une victoire de David contre Goliath, dans le cas des victimes de Chiquita Brands. Tout ne peut pas continuer à rester impuni, comme cela a été le cas jusqu'à présent.

NdT

*Mamita Yunai, publié en 1941 au Costa Rica, a été publié en français aux Éditeurs Français Réunis en 1964 sous le titre Mamita Yunai (Maman Banane and Co.) et aux Éditions du Burin/Martinsart en 1971.

El Espectador, 18 Juin 2024
Traduit par Fausto Giudice
Tlaxcala 18 juin 2024

Une route sans retour


Dessin d'illustration

Par Andrea Marcigliano


Emmanuel Macron et Olaf Scholz



Stoltenberg, l'actuel SG de l'Otan : une montagne de bêtises, d'idioties, d'insanités….

On aurait dit l'intempérance verbale du seul Stoltenberg. Cela confirme presque le dicton « nomen est omen ». Une montagne de… eh bien, disons de bêtises, d'idioties, d'insanités….

Puis Borrell s'est ajouté. Le personnage le plus inutile et le plus insignifiant de la scène européenne. Le bureaucrate qui prétend être le ministre des affaires étrangères de l'Union. Voilà qui est déjà drôle…

Mais voilà que Scholz et Macron entrent en scène, à leur tour. Et ça commence à devenir très sérieux. Car, bien sûr, ils ont été précédés par l'intempérance d'autres membres de l'OTAN. Les habituels Baltes – qui, compte tenu de leurs atouts, devraient compter comme les deux de carreau quand l'atout est au trêfle… La Finlande, avec le zèle intempestif des néophytes. Et la Pologne, dont tout le monde dit qu'elle est une remarquable puissance militaire. Mais c'est aussi ce qu'on disait en 1939. En effet, le gouvernement de Varsovie était convaincu qu'il arriverait à Berlin avec ses troupes en une petite semaine. Tout le monde sait ce qu'il en est advenu… les Polonais devraient s'en souvenir aussi.

Mais si l'Allemagne et la France entrent en scène, le jeu devient lourd. Et très risqué. Scholtz est peut-être un chancelier fantôme, le plus ennuyeux de l'histoire allemande. Et Macron est une imitation de Napoléon faite par Louis de Funès… le Totò transalpin. Mais si Paris et Berlin soutiennent eux aussi la position consistant à permettre aux Ukrainiens d'utiliser des missiles à longue portée fournis par les alliés occidentaux contre la Russie, pour frapper même Moscou et Saint-Pétersbourg… eh bien, les choses deviennent vraiment scabreuses.

La position britannique, bien sûr, est la même depuis un certain temps déjà. Et les seuls qui semblent s'y opposer – à part la Hongrie, la Slovaquie et probablement d'autres pays des Balkans trop exposés à l'inévitable réaction russe – sont les Italiens et les Espagnols. Mais il s'agit d'une opposition faible. Qui semble attendre les décisions de Washington.

Oui, parce que Washington freine. Ou plutôt, c'est le Pentagone qui freine. Les militaires réalisent mieux que d'autres les risques inhérents à une telle escalade de la guerre. Notamment parce que ce serait alors à leur tour de se battre.

La décision, en revanche, est politique. Et au sein de l'administration Biden, jusqu'ici prudemment opposée, les partisans de cette escalade l'emportent.

Car les élections approchent. Et ils estiment que le président sortant ne pourra pas arriver à quoi que ce soit avec, en arrière-plan, l'échec en Ukraine sur les épaules.

Un calcul à courte vue. Car un tel déploiement d'armes occidentales ne serait guère en mesure d'inverser le destin désormais clairement tracé du conflit.

Au contraire, il provoquerait une réaction du Kremlin. Et Poutine a déjà fait savoir que, dans une telle éventualité, non seulement l'Ukraine disparaîtrait de la carte, mais aussi de nombreux autres pays européens qui devraient payer un très lourd tribut.

Un prix que nous ne sommes ni prêts ni disposés à payer réellement. Car les jeux de guerre de Stoltenberg, Borrell et consorts sont une chose. C'en est une autre que d'être frappé par la fureur, probablement même nucléaire, de l'ours russe.

Electromagazine.it 6 Juin 2024
Traduit de l'italien par euro-synergie.hautefirt.com
Afrique Asie 06 juin 2024

Suite de la page (8)

ministre Garry Conille devait faire un très long discours dans lequel il exhortait les récipiendaires à atteler chacun dans leur ministère respectif afin de redonner de l'espoir aux Haïtiens et rendre à Haïti sa dignité.

Voici un long extrait de l'intervention du successeur de Ariel Henry prononcé le mercredi 12 juin 2024 à Villa d'Accueil lors de l'installation officielle de son gouvernement : *« Notre pays, Haïti, est confronté à des défis majeurs. Les violences et l'insécurité paralysent notre quotidien, les crises humanitaires exacerbent les souffrances de nos compatriotes les plus vulnérables, et l'instabilité politique sape les fondations mêmes de notre société. En reconnaissant ces réalités douloureuses, nous devons trouver en nous la force et la détermination nécessaires pour les surmonter. Comme le disait le philosophe grec Héraclite, « Le caractère de l'homme est son destin ». Nous devons faire preuve de courage et de détermination, car c'est dans ces moments de crise que se révèle le véritable caractère d'une nation. Ensemble, je crois fermement que nous pouvons transformer ces défis en opportunités pour rebâtir notre pays sur des bases plus solides et plus justes. Je m'engage donc devant vous, chers concitoyens, à servir notre nation avec intégrité, transparence et dévouement. Mon gouvernement travaillera sans relâche pour améliorer les conditions de vie de chaque Haïtien et de chaque Haïtienne, pour bâtir un avenir plus sûr et plus prospère, et pour rétablir la dignité de notre peuple.*

Par l'entremise du Conseil Présidentiel de Transition, nous avons signé un contrat collectif avec le peuple haïtien pour matérialiser l'accord du 3 avril 2024, qui prévoit un ensemble de grands chantiers : la sécurité publique et nationale, le redressement économique, la réhabilitation des infrastructures, la sécurité alimentaire et sanitaire, la conférence nationale et la question constitutionnelle, l'état de droit et la justice, ainsi que les élections pour le renouvellement du personnel politique. Ce paradigme de changement irriguera toutes les artères de l'action gouvernementale, il inspirera et illustrera nos postures et tous les actes que nous serons appelés à poser à la tête du gouvernement. Je vous demande donc, Mesdames, Messieurs les Ministres, de participer vaillamment à cet effort commun pour promouvoir et alimenter cette culture du changement dans les sphères d'activités relevant de vos compétences respectives. Oui, notre pèlerinage collectif commence nécessairement par un retour à un climat sécuritaire. Sans sécurité, aucun progrès durable ne peut être accompli. Pour ce faire, il est crucial que nos policiers et nos soldats soient bien préparés pour faire face aux défis sécuritaires actuels. Nous veillerons à ce qu'ils disposent d'outils nécessaires pour accomplir leur mission avec efficacité et professionnalisme. »

Avec la formation et l'installation du gouvernement, le mercredi 12 juin 2024, dont Garry Conille en a la charge, plus rien ne devrait s'opposer, empêcher ou retarder le déploiement des troupes de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti au cours de ce mois de juin 2024, comme il a été dit à mainte fois et confirmé par le chef de l'État kenyan, William Ruto la semaine dernière et confirmé cette semaine (lundi 24) par l'arrivée imminente et officielle en Haïti d'un contingent de 400 hommes. Mais selon toute vraisemblable et diverses sources, notamment, du ministère kenyan de l'Intérieur, il y a déjà sur le sol haïtien des troupes kenyanes arrivées dans le plus grand secret depuis deux semaines. Les autorités kenyanes et américaines attendent l'arrivée de ces 400 soldats pour annoncer officiellement le début du déploiement de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS) qui finalement sera commandé par l'Inspecteur général adjoint, Godfrey Otunga **(Fin)**

C.C

Suite de la page (6)

pou 1 251 500,00 US sèvis ekosistemik mangwòv, resif koray ak zèb lanmè yo deplwaye pou abitan zile a.

Nou menm, potorik fanm ak gason Lagonav, eksprime enkyetid nou devan potansyèl natirèl Zile Lagonav ki ap depafini tankou : rezèv dlo zile a ki ap pran gro frap anba sechrès, pyebwa nan mòn yo ak mangròv yo sou lakòt la ki koupe pou fè chabon oswa pase anba bouch bèt nan elvaj lib, resous tè zile a ki eksplwate san konsiderasyon resous dlo dous ki travèse zile a e resous dlo lanmè ozanviron zile a ; milye vi abitan yo devan sakad chanjman klimatik pandan zile a tou wouj nan kat vilnerabilite nan peyi a.

Nou menm, potorik fanm ak gason Lagonav, konstate Leta ayisyen lage arondisman zile Lagonav de bra balan : san enfrastri de baz pou abitan yo viv tankou moun ; san mezi proteksyon plato kontinantal, zòn ekonomik esklizif, lanmè ki bat sou zile a ; san reprezantasyon aktif biro ensilè leta santral yo pou vwa abitan nou yo ka konte tou sou teritwa nasyonal la.

Se poutèt sa potorik fanm ak gason Lagonav reyini pou mande Otorite leta peyi Ayiti :

Jwe wòl lalwa ba li nan jere resous ak espas natirèl ki konstitye tout ekosistèm ak zòn lavi pou fòn ak flò nan zile lagonav ;

Pran responsabilite li nan deklarasyon Zile Lagonav « Konplèks kotye e maren » ak 4 zòn projete nan lanmè ladann : Picmi, Lagonav Nò, Lagonav Sid, Akaden ;

Voye Ministè Anviwonman vin monte dosye teknik pou tèks deklarasyon an sòti nan reyinyon Konsèy Minis ;

Fè lyezon bidjè nasyonal ak finansman entènasyonal pou envestisman ak rechèch syantik fèt sou zile a anban nouvo stati « Konplèks kotye e maren » ;

Petisyon sa ouvè pou siyati tout moun ki kwè nan kòz abitan zile Lagonav ak nan enpotans « Konplèks kotye e maren » zile Lagonav.

Klike sou lyen sa a pou w siyen l epi ede nou rive pi pre objektif la. Pataje l ak yon zanmi. https://chng.it/YJdMjGFX9j

CAPEELAG 24 Jen 2024

Kenya : des manifestants prennent d'assaut le Parlement !



Des milliers de manifestants ont pénétré dans le Parlement, saccageant les lieux et déclenchant des incendies

Des manifestants ont fait irruption ce mardi au Parlement kenyan après l'approbation d'un ensemble de mesures économiques visant à augmenter les impôts. Jusqu'à présent, au moins cinq manifestants auraient été tués, des dizaines blessés et plus de 200 arrêtés.

Des manifestations massives ont éclaté dans diverses régions du pays africain depuis la semaine dernière. Le plus grand rassemblement s'est tenu dans la capitale, Nairobi, devant le bâtiment du Parlement.

Tout au long de cette journée, les manifestants se sont affrontés aux forces de l'ordre, qui ont tenté de les expulser à coup de gaz lacrymogènes et de canons à eau. AP a rapporté que les autorités ont utilisé des balles réelles.

Malgré les tentatives de la police anti-émeute, les manifestants ont réussi à pénétrer dans le bâtiment législatif, qui est en feu. Aux abords, les personnes présentes ont incendié plusieurs voitures de patrouille.

Selon les médias locaux, c'est la première fois dans l'histoire du pays que des manifestants franchissent les barrières et accèdent à l'intérieur du Parlement malgré les mesures de sécurité strictes. Parmi les manifestants attaqués par la police se trouvait la militante kenyane-britannique Auma Obama, demi-sœur de l'ancien président américain Barack Obama. *« Je n'y vois même plus, ils nous lancent des gaz lacrymogènes »*, a-t-il déclaré en direct avec le correspondant de CNN qui couvrait les manifestations.

Situation économique compliquée

Les députés ont approuvé le projet de loi de finances par 195 voix pour et 106 contre, ouvrant la voie au président du pays, William Ruto, pour le signer.

Dans ce contexte, la population a du mal à faire face à la crise économique provoquée par l'impact persistant de la pandémie de covid-19, le conflit en Ukraine, deux années consécutives de sécheresse et la dépréciation de la monnaie.

Dans ce contexte, l'amendement vise à lever 2,7 milliards de dollars supplémentaires en impôts dans le cadre d'un effort visant à alléger le lourd fardeau de la dette, puisque les paiements d'intérêts consomment 37 % du revenu annuel.

Allié majeur non-OTAN

Pendant ce temps, ce lundi, la Maison Blanche a déclaré le Kenya comme un allié majeur des États-Unis en dehors de l'OTAN.

Le communiqué indique que le président Joe Biden, usant de l'autorité que lui confèrent la Constitution et les lois américaines, désigne le Kenya comme un allié majeur du pays nord-américain en dehors de l'OTAN.

Cette mesure a été décidée dans un contexte où de plus en plus de pays africains redéfinissent leurs liens avec l'Occident. Comme l'a rapporté l'AP ce lundi, le Pentagone recherche de nouveaux pays d'Afrique pour accueillir des contingents militaires et élargir la coopération après le retrait « forcé » de ses troupes du Niger et du Tchad.

Apporea News 25 Juin 2024

Libération de Julian Assange !



Julian Assange est libre. Il embarque à bord d'un jet privé lundi 24 juin 2024.

L'organisation Wikileaks a confirmé lundi le fait que le journaliste australien. Julian Assange, fondateur du site, est libre depuis ce soir.

« Julian Assange est libre. Il est sorti de la prison de très haute sécurité de Belmarsh le matin du 24 juin après avoir passé là 1901 jours, » dit un message diffusé sur le réseau social X.

Selon Wikileaks, le tribunal supérieur de Londres, au Royaume-Uni, lui accorde *« la liberté conditionnelle, et il a été libéré dans la soirée à l'aéroport de Stanstead où il est monté dans un avion et a quitté le Royaume-Uni. »*

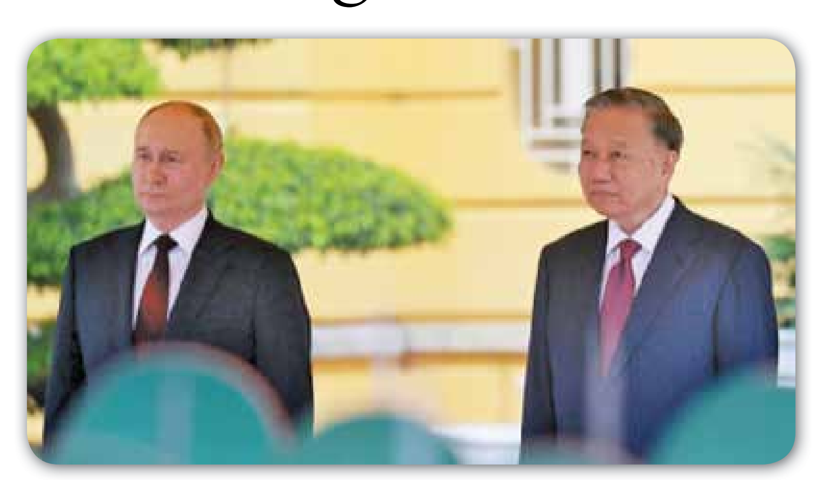
Wikileaks a reconnu que la libération d'Assange a été le résultat d'une campagne mondiale, qui a inclus des organisations de base, des défenseurs de la liberté de la presse et des dirigeants de tout le spectre politique, dont l'Organisation des Nations unies (ONU). *« Cela a créé un espace pour une longue période de négociations avec le département de la justice des États-Unis qui a conduit à un accord qui n'a pas encore été signé officiellement. Nous fournirons plus d'informations le plus rapidement possible, »* précise le communiqué.

Le média a remercié ceux qui se sont battus pour la libération d'Assange, et a affirmé : *« En tant que rédacteur en chef, Julien a payé sévèrement pour ses principes et pour le droit du peuple à savoir. »* Julian Assange est resté pendant plus de 5 ans dans une cellule de 2 m sur 3 dans laquelle il était à l'isolement 23 heures par jour. Ses enfants les plus jeunes ne l'ont connu que derrière les barreaux.

Alors qu'il était à la tête de WikiLeaks, le site a publié des histoires concernant la corruption des Gouvernements et des violations des droits de l'homme dans lesquelles la responsabilité des puissants était prouvée.

Telesurtv 24 Juin 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar infos 25 Juin 2024

Poutine affirme que sa position et celle du président du Vietnam coïncident à bien des égards



Le président russe Vladimir Poutine à Hanoï avec son homologue vietnamien To Lam

Le président russe a noté que lors des entretiens avec son homologue vietnamien, les questions d'ordre régional et international ont été abordées.

Le président russe Vladimir Poutine a déclaré jeudi après sa rencontre à Hanoï avec son homologue vietnamien To Lam que leurs positions coïncident sur de nombreux aspects.

Selon le président russe, lors de la réunion, les questions d'ordre régional et international ont été abordées.

Entre autres choses, Poutine a souligné l'importance de la transition avec le Vietnam vers l'utilisation des monnaies nationales dans le commerce bilatéral. "Non moins important est le fait que nos pays parient systématiquement sur les monnaies nationales dans les règlements financiers et s'efforcent de construire des canaux durables de crédit et de coopération bancaire", a-t-il souligné.

Il a ajouté que l'année dernière, le pourcentage des transactions en roubles russes et en dongs vietnamiens représentait plus de 40% du volume des transactions commerciales bilatérales, alors qu'au premier trimestre de cette année, il était de près de 60%.

Par ailleurs, Vladimir Poutine a souligné que la Banque vietnamo-russe « joue un rôle clé dans les opérations de commerce extérieur » entre les deux pays. "La banque maintient une dynamique positive de ses indicateurs clés, fournissant constamment aux clients vietnamiens et russes une large gamme de services financiers et de crédit", a-t-il ajouté.

De même, le président russe a indiqué que Moscou et Hanoï renforcent leurs liens dans le domaine de la culture et du tourisme. "C'est devenu une bonne tradition de célébrer régulièrement et mutuellement les journées culturelles, qui aident réellement les Russes et les Vietnamiens à mieux connaître leur histoire, leurs coutumes et leur vie quotidienne", a-t-il expliqué.

RT 20 juin 2024

L'armée israélienne est l'une des armées les plus criminelles au monde !» selon la Commission d'enquête de l'ONU



L'ONU appelle la communauté internationale à prendre des mesures concrètes pour mettre fin à l'impunité dont jouit l'armée israélienne et pour protéger les droits de l'homme des Palestiniens.

Par Yoann

Dans un rapport publié la semaine dernière, la Commission d'enquête de l'ONU a présenté ses conclusions sur les violations du droit international commises par l'armée israélienne et les groupes armés palestiniens. Selon Chris Sidoti, membre de la commission, l'armée israélienne est l'une des armées les plus criminelles au monde en raison de ses actions contre les Palestiniens. Elle dénonce également les violations du droit international et les crimes de guerre commis par «l'armée la plus morale du monde».

Le rapport détaille les violations commises par les deux parties pendant les affrontements en mai 2021 dans la bande de Gaza, ainsi que les violences en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Les enquêteurs ont conclu que les frappes aériennes israéliennes sur des zones résidentielles densément peuplées étaient disproportionnées et avaient causé la mort de nombreux civils, y compris des femmes et des enfants.

La commission a également constaté que les groupes armés palestiniens avaient tiré des roquettes de manière indiscriminée vers des zones peuplées en Israël, ce qui constitue une violation du droit international. Cependant, la commission a souligné que les actions de l'armée israélienne étaient beaucoup plus meurtrières et destructrices que celles des groupes armés palestiniens.

Selon Chris Sidoti, les violations du droit international commises par l'armée israélienne sont systématiques et généralisées, et peuvent constituer des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Il a appelé la communauté internationale à prendre des mesures concrètes pour mettre fin à l'impunité dont jouit l'armée israélienne et pour protéger les droits de l'homme des Palestiniens.

Le Média en 4-4-2 20 juin 2024

Maduro : Si les États-Unis veulent notre pétrole, ils doivent le payer au prix du marché


Le président Nicolas Maduro

Le président Nicolas Maduro a affirmé mercredi dans l'état de Miranda que si le Gouvernement des États-Unis (USA) souhaite obtenir notre pétrole, il devra le payer au prix du marché international.

« Là, est apparu un monsieur, qui s'appelle Palmieri, un Yankie, et il parle comme si les Yankees étaient les maîtres du Venezuela (...) Monsieur Palmieri, Gouvernement des États-Unis, si vous voulez le pétrole du Venezuela, vous devez le payer au prix du marché, le pétrole appartient au Venezuela pas aux Yankees, », a-t-il déclaré énergiquement, et il a été applaudi par les assistants.

Maduro a réaffirmé qu'il était prêt à discuter avec le Gouvernement des États-Unis à condition que ce soit dans le cadre du respect de notre souveraineté et de notre indépendance.

D'autre part, il a affirmé que l'opposition vénézuélienne ne représente ni la paix ni la souveraineté ni l'avenir du pays et il a souligné que la seule chose qu'elle cherche à faire, c'est de remettre les richesses du peuple aux empires.

Et il a ajouté que le plan *suite à la page(19)*

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

EVENTS

ANTIQUE LOVERS TAKE NOTE! BRIMFIELD IS HERE – ALL SHOWS! July 9-14. New shows open daily! www.brimfieldantiqueweek.com. 2024 dates: May 14-19, July 9-14, September 3-8

HEALTH

FreedomCare. Let your loved ones care for you and get paid! Paid by Medicaid. Choose family or friends as your paid caregiver. Check your eligibility today! Call FreedomCare now! 1-855-385-7556

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

Get DISH Satellite TV + Internet! Free Install, Free HD-DVR Upgrade, 80,000 On-Demand Movies, Plus Limited Time Up To $600 In Gift Cards. Call Today! 1-866-782-4069

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

HOME IMPROVEMENT

Do you need a Roof or Energy Efficient Windows & Help paying for it? YOU MAY QUALIFY THROUGH NEW RELIEF PROGRAMS (800) 944-9393 or visit NYProgramFunding.org to qualify. Approved applications will have the work completed by a repair crew provided by: HOMEOWNER FUNDING. Not affiliated with State or Gov Programs.

MISCELLANEOUS

When veterinary care is unavailable or unaffordable, ask for Happy Jack®

Chili : Jadue, un communiste qui dérange !

Par César Navarro Miranda

La lutte pour la cause palestinienne est une motivation idéologique pour demander son emprisonnement et sa disqualification.

La blessure que les dictatures militaires ont ouverte dans notre région ne doit pas seulement être réduite au comportement des gouvernements dictatoriaux, mais aussi à leurs liens avec les groupes de pouvoir économiques, médiatiques, politiques et religieux, en plus de promouvoir et de construire des régimes fascistes dans différents secteurs des sociétés. Ces deux derniers axes justifient le sentiment politique de pouvoir qui transcende le temps militaire dans les gouvernements et s'installe indéfiniment dans le présent en tant qu'acteurs décisifs convertis en démocrates.

Le Chili en est un exemple actuel. En octobre 1988, un plébiscite a décidé de fixer une date d'expiration pour la dictature de Pinochet, mais environ 43 % ont accepté de maintenir la dictature jusqu'en 1997. Le pinochetisme a donné le droit aux citoyens grâce au vote, qui a défini la formation du pouvoir politique chilien.

Le dernier gouvernement du milliardaire Piñera et la candidature d'extrême droite Kast, perdu au deuxième tour présidentiel face à Boric, résument le niveau de politisation de la société et des citoyens chiliens.

Dans le premier gouvernement de Piñera, le sociologue Daniel Jadue, descendant palestinien et coordinateur général de la Jeunesse palestinienne pour l'Amérique latine et les Caraïbes, membre du Parti communiste du Chili, s'est présenté et a remporté les élections dans la commune de Recoleta, à Santiago, en 2012 avec 42%, en 2016 il a été réélu avec 56%, en 2021 il a été ratifié maire avec 64%. Jadue est le fils de la résistance et de la lutte démocratique, lors des primaires présidentielles de 2021 du front de gauche J'approuve la dignité, il a contesté l'investiture contre Gabriel Boric. La projection du maire communiste est nationale et son leadership résonne comme une option lors des prochaines élections. Mais le moyen d'empêcher sa candidature est de le disqualifier par l'incarcération.

Le maire communiste avait la capacité de ne pas se laisser absorber par la machine politique, bureaucratique et invisible de l'État. De plus, il a perturbé le rôle englobé de la commune dans l'État ; Depuis sa direction municipale, il a lutté contre le profit et le monopole capitaliste des



Le sociologue Daniel Jadue

pharmacies privées qui définissaient le coût des médicaments sur la base du profit privé, au détriment du droit à la santé, il a fondé et formé des « pharmacies populaires » en pensant à l'être humain et en le droit à la santé ; Cette initiative a été reprise par près de 170 municipalités du Chili, de toutes couleurs politiques, et elles ont fondé l'Association chilienne des pharmacies populaires. Cela a touché l'une des chaînes capitalistes : Farmacias Ahumada, dont l'homme d'affaires et ancien président Sebastián Piñera (+) est actionnaire.

Jadue a été dénoncé par l'entreprise privée. Les autorités du Parquet et les juges, avec la célérité qui correspond au pouvoir, ont accusé le maire communiste d'« administration déloyale et fraude fiscale », c'est-à-dire que l'accusation est que la commune a favorisé la vente et l'achat de médicaments à un prix en dessous duquel imposait un monopole privé aux pharmacies ; Comme cela affectait le profit privé, ils l'appelaient « une administration ou une concurrence déloyale ».

La lutte pour la cause palestinienne est une motivation idéologique pour demander son emprisonnement et sa disqualification, le centre sioniste Simón Wiesenthal et récemment le Département d'État américain ont accusé Jadue d'être antisémite, pour avoir accusé Israël d'avoir commis le génocide à Gaza.

Jadue est un obstacle communiste à éliminer, la complicité est judiciaire et politique, le pinochétisme, et aussi à un certain niveau le gouvernement, s'intéressent à cet échafaudage. Le maire de Recoleta critique Boric et la direction politique du pouvoir « de gauche » ; lors des élections internes, il a toutes les chances de chasser le révisionnisme communiste et les socialistes du centre de la course électorale et d'être l'option présidentielle.

La défaite de l'Assemblée constituante, la signification fonctionnelle du gouvernement des « gauchistes » par rapport à l'État construit et issu de la dictature, sont la caractéristique de l'offensive de droite pour la reproduction du pouvoir. Les prochaines élections, qui élimineront judiciairement Jaude, seront l'occasion pour le pinochétisme de récupérer la propriété du pouvoir politique sans intermédiaires.

La certitude repose sur l'effet politique et criminel de la loi, la disqualification est la nécessité que le pouvoir exige et permet à une certaine gauche qui a appris à faire de la politique en étant un rouage du pouvoir conservateur.

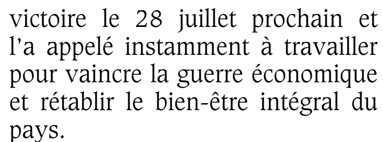
La Razón Bolivia
20 juin 2024

Suite de la page (18)

de la droite est de privatiser, entre autres choses, l'éducation.

« Son seul plan est de nous soumettre aux Yankees, c'est de remettre nos richesses à l'oligarchie, c'est pourquoi, au Venezuela, nous disons à l'oligarchie, et aux Yankees: vous ne reviendrez pas, vous ne reviendra plus jamais dans la vie ! »

Et le président Maduro a mis l'accent sur le fait que le peuple vénézuélien a résisté à toutes les attaques et à tous les blocus étrangers demandés par l'opposition.



C'est pourquoi il a appelé le peuple à se préparer à obtenir la victoire le 28 juillet prochain et l'a appelé instamment à travailler pour vaincre la guerre économique et rétablir le bien-être intégral du pays.

Alba Ciudad 19 Juin 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar infos 20 Juin 2024

Prepare pou septanm

Enskri jodia
nan Lekòl Leta NYC!

on.nyc.gov/NewStudents





David C. Banks
Chancellor



